

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
S/WPGR/M/49
27 octobre 2004

(04-4567)

Groupe de travail des règles de l'AGCS

RAPPORT DE LA RÉUNION DU 20 SEPTEMBRE 2004

Note du Secrétariat¹

1. La réunion du Groupe de travail des règles de l'AGCS a été tenue sous la présidence de Mme Clare Kelly (Nouvelle-Zélande). L'ordre du jour de la réunion, distribué sous la cote WTO/AIR/2375, comportait les points suivants: marchés publics, mesures de sauvegarde d'urgence, subventions, date de la prochaine réunion et autres questions. Pour aider les délégations à préparer la réunion, la Présidente avait établi un ordre du jour annoté, reproduit sous la cote JOB(04)/129. Répondant à des questions posées précédemment, elle a indiqué que la CNUCED n'avait pas encore achevé son étude des subventions dans le domaine des services. L'ordre du jour a été adopté.

I. NÉGOCIATIONS SUR LES MARCHÉS PUBLICS (ARTICLE XIII)

2. La Présidente a proposé que les délégations poursuivent leur examen de la dernière communication des Communautés européennes concernant un projet de cadre au titre de l'AGCS pour les marchés publics de services (S/WPGR/W/48). Plusieurs questions avaient été posées, comme il était indiqué dans le rapport de la réunion précédente, distribué sous la cote S/WPGR/M/48. Quelques-unes des questions soulevées étaient mentionnées dans l'ordre du jour annoté établi en vue de la réunion en cours. La Présidente a fait observer que plusieurs délégations avaient de nouveau exposé leurs vues sur la portée du mandat de négociation ou avaient réservé leurs positions pour le moment. Par ailleurs, la délégation de Hong Kong, Chine avait récemment présenté une communication informelle (JOB(04)/130), qui soulevait certaines questions en rapport avec la proposition des CE. La Présidente a également rappelé que le Groupe de travail avait demandé au Secrétariat d'approfondir le travail entrepris sur les dispositions relatives aux marchés publics figurant dans les accords d'intégration économique (AIE). La nouvelle note avait été distribuée sous la cote S/WPGR/W/49.

3. Un représentant du Secrétariat a expliqué que le document en question développait la note antérieure que le Secrétariat avait établie en juin 2003 sur le même thème (S/WPGR/W/44) et donnait un aperçu des principaux types de dispositions figurant dans les différents accords, en mettant en évidence certaines similitudes et différences. La note n'avait pas pour objet de reprendre simplement toutes les dispositions pertinentes des accords, car cela aurait abouti à un document beaucoup trop long. Elle reproduisait néanmoins bon nombre de dispositions pertinentes. Le représentant a souligné qu'il fallait garder à l'esprit quelques avertissements, comme il était indiqué dans la première partie de la note. Par exemple, le Secrétariat n'avait pas cherché à évaluer la portée et le champ d'application des divers accords, notamment la façon dont les marchés publics y étaient définis, les secteurs qui y étaient visés, etc. Il fallait donc évidemment faire preuve de prudence au moment d'évaluer l'incidence des dispositions examinées. La deuxième partie de la note appelait l'attention sur les principales observations tirées de l'étude. On y soulignait, par exemple, différentes similitudes observables dans les divers accords à l'examen, qui, outre les règles relatives au traitement non

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

discriminatoire, avaient tendance à inclure des règles de procédure concernant notamment la transparence, l'équité et l'ouverture des procédures d'adjudication, la justification et la régularité du processus. Cela étant, il existait aussi des différences entre les accords, en ce qui concernait en particulier les types de dispositions qu'ils renfermaient, ainsi que la quantité de détails ou l'exhaustivité des dispositions. De fait, bon nombre d'accords établissaient des règles exhaustives qui se rapprochaient de celles de l'Accord sur les marchés publics (AMP) de l'OMC – et allaient même parfois au-delà – alors que d'autres accords prévoyaient un ensemble de règles de procédure moins important ou moins détaillé. La troisième partie de la note contenait des renseignements sur les dispositions relatives aux marchés publics pertinentes et s'efforçait de les rendre facilement accessibles.

4. Le représentant de Hong Kong, Chine a dit qu'il ferait part de ses observations sur la note du Secrétariat à une date ultérieure. Il espérait que le Groupe de travail tiendrait un débat constructif autour de la communication informelle présentée par sa délégation, laquelle développait les questions qu'il avait posées à la réunion précédente au sujet de la proposition des CE.

5. Le représentant des Communautés européennes estimait que la note du Secrétariat aidait à une meilleure compréhension des dispositions relatives aux marchés publics figurant dans les AIE. La note montrait que ces accords avaient été signés par de nombreux Membres, tant développés qu'en développement, ainsi que par des signataires et des non-signataires de l'AMP. Il en ressortait que les accords sur les marchés publics intéressaient tous les Membres, quels que soient leur taille ou le niveau de leur développement économique. De nombreux Membres étaient parties à divers accords régionaux, bilatéraux ou plurilatéraux, et les engagements en matière de marchés publics qu'ils avaient contractés dans ce cadre étaient pleinement compatibles. Tout cadre établi pour les marchés publics au titre de l'AGCS pourrait ainsi être parfaitement compatible avec d'autres accords. Il constituerait une référence multilatérale pour les accords bilatéraux ou régionaux futurs sur les marchés publics. La note soulignait aussi les similitudes existant entre les dispositions des divers accords et l'intervenant estimait que l'on pouvait s'en inspirer pour élaborer des règles de procédure appropriées pour les marchés publics au titre de l'AGCS.

6. La dernière communication présentée par la délégation des Communautés européennes (S/WPGR/W/48), qui donnait des exemples d'engagements en matière de marchés publics pouvant être contractés au titre de l'AGCS, soulignait la faisabilité du cadre proposé dont l'intervenant souhaitait rappeler les principes fondamentaux. Il s'agissait d'exploiter au mieux la flexibilité offerte par l'AGCS pour élaborer un accord permettant à chaque Membre de prendre des engagements en matière de marchés publics dans les secteurs qu'il souhaitait ouvrir à la concurrence internationale, et sous réserve des limitations qu'il souhaitait inscrire afin de répondre à ses besoins en matière d'investissement public et de développement. Comme ces engagements seraient pris secteur par secteur, la délégation des Communautés européennes ne proposait pas que l'obligation en matière de traitement national s'applique horizontalement. Étant donné que l'obligation NPF contenue dans l'AGCS s'appliquait à tous les secteurs, l'intervenant se demandait, s'agissant des marchés publics, si cette obligation devrait s'appliquer aussi de manière horizontale, ou seulement dans les secteurs où des engagements étaient souscrits. Il était disposé à poursuivre le débat et estimait qu'il incombait au Groupe de travail de trancher cette question. Pour ce qui était de la relation entre l'AMP et le cadre en matière de marchés publics qui pourrait être élaboré à l'avenir au titre de l'AGCS, sa délégation avait proposé d'inclure une exemption de l'obligation NPF contenue dans l'AGCS, laquelle préserverait les droits et obligations des parties à l'AMP, y compris les prescriptions en matière de réciprocité. L'intervenant a constaté que certains Membres de l'AMP avaient manifesté de l'intérêt pour l'élaboration conjointe d'une disposition visant la relation entre les deux accords.

7. En réponse aux questions soulevées par des délégations au sujet de l'application modale, l'intervenant a appelé l'attention sur le fait que les engagements en matière de marchés publics pris au titre du Mémoire d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers ne concernaient

que le mode 3. Ainsi, il existait déjà un précédent d'engagements en matière de marchés publics limités à un mode de fourniture particulier. Pour ce qui était des marchés couvrant plusieurs secteurs de services avec différents niveaux d'engagement, la question n'était pas nouvelle. Ce cas de figure existait déjà dans les secteurs qui n'étaient pas soumis au même régime au titre de l'AMP et lorsque les services fournis mettaient en jeu des groupes de secteurs sous le régime de l'AGCS. Le représentant a indiqué que de nombreuses questions avaient également été soulevées concernant les conventions à appliquer pour l'établissement de listes d'engagements en matière de marchés publics au titre de l'AGCS. Par exemple, devrait-on recourir aux conventions utilisées pour l'établissement de listes d'engagements au titre de l'article XVI et de l'article XVII ou à celles relatives à l'établissement de listes d'engagements additionnels au titre de l'article XVIII? Comment interpréter les engagements en matière de marchés publics en parallèle aux engagements contractés au titre des articles XVI et XVII? Il serait utile d'élaborer des lignes directrices pour l'établissement des listes en la matière et la dernière communication de la délégation des CE pouvait contribuer à identifier certains éléments à cet effet. Les Membres pourraient élaborer ces lignes directrices conjointement.

8. Le représentant de l'Inde a rappelé les débats menés antérieurement sur le mandat prescrit à l'article XIII et a souligné qu'à cet égard sa délégation n'avait pas accepté le type d'approche figurant dans la proposition des CE, en particulier le fait que celle-ci visait l'accès aux marchés et le traitement national. Il serait peut-être également utile que le Groupe de travail garde à l'esprit que depuis l'adoption de l'ensemble de résultats de juillet, l'incertitude qui pesait sur les questions de Singapour s'était en grande partie dissipée, la question de la transparence des marchés publics ayant été retirée de l'ordre du jour des négociations. C'était l'aboutissement de discussions longues et difficiles, au cours desquelles bon nombre de Membres s'étaient opposés à l'inclusion des questions de transparence des marchés publics. Il faudrait tenir compte de cette expérience. Le Groupe de travail n'était pas seulement en train de débattre de la transparence, mais aussi des questions d'accès aux marchés. L'approche proposée par les CE allait même jusqu'à faire directement le lien entre cette question et l'article XIX. Les délégations devaient garder à l'esprit les décisions prises dans le cadre de l'ensemble des résultats de juillet et déterminer la façon de traiter le mandat prescrit à l'article XIII, car cela revêtait un caractère fondamental.

9. Après avoir examiné la dernière communication des Communautés européennes, la représentante des États-Unis a dit que sa délégation avait porté son attention sur le contenu des politiques en matière de marchés publics plutôt que sur les secteurs spécifiques en cause ou les modes selon lesquels les services étaient fournis. Cela concordait avec la réalité de ces politiques dans la mesure où elles n'étaient pas élaborées sur la base de la classification sectorielle des services (MTN.GNS/W/120), des modes de fourniture définis par l'AGCS, ou d'une distinction qui pourrait être faite entre marchandises et services. Les politiques en matière de marchés publics étaient plutôt établies dans le but plus général de fournir à des entités publiques nombreuses une orientation générale sur la manière dont elles pouvaient répondre à leurs besoins propres. L'intervenante estimait que les exemples donnés dans le document S/WPGR/W/48 confirmaient le fait que les politiques en matière de marchés publics avaient de plus en plus tendance à être transversales. Ces exemples conduisaient à penser que les engagements pouvaient s'appuyer sur une certaine valeur de seuil des marchés, que des réserves pouvaient être émises concernant certaines lois et pratiques nationales, ou que la portée des engagements pouvait être limitée exclusivement aux entités publiques centrales, et non locales. Mais rien n'indiquait que les politiques en question puissent être en soi plus adaptées à certains secteurs qu'à d'autres, comme les services d'architecture, par opposition aux services de télécommunications. De même, l'exemple 5 fourni par les CE apportait un certain éclairage sur la manière dont les règles applicables aux marchés publics pouvaient être élaborées de façon à exclure certains modes de fourniture, comme le mode 1. Certes, cette approche était concevable, mais il semblait peu probable qu'elle s'applique secteur par secteur. L'inscription d'engagements sous forme de listes d'engagements au titre de l'AGCS semblait assez mal adaptée à cet objectif. La délégation des États-Unis se demandait si une approche des marchés publics se fondant sur l'établissement de listes d'engagements au titre de l'AGCS ne créerait pas de complications inutiles. À l'heure actuelle,

les politiques en matière de marchés publics établissaient peu de distinctions, voire aucune, entre les secteurs ou les modes. Mais si l'on présentait aux gouvernements une liste de secteurs dans lesquels ils pouvaient libéraliser les marchés publics et si on leur ménageait la possibilité d'établir une distinction entre les quatre modes de fourniture, cela pourrait se solder par un niveau de complexité injustifiable qui, en fin de compte, pourrait moins favoriser la libéralisation qu'une approche horizontale comme celle prévue par l'AMP. On aboutirait en fin de compte à des politiques en matière de marchés publics qui chercheraient à influencer sur des secteurs ou des modes de fourniture spécifiques sous l'effet des pressions politiques.

10. L'intervenante s'est félicitée de constater que la communication des Communautés européennes soulignait la nécessité d'examiner de près les incidences en matière de traitement NPF. Comme les CE l'avaient précisé, l'article XIII pouvait être interprété comme excluant les marchés publics du champ de l'article II, ainsi que des articles XVI et XVII. La communication proposait donc, si l'on élaborait des disciplines en matière de marchés publics, que l'on ménage aux Membres la possibilité d'établir des listes d'exemptions NPF. La délégation des États-Unis avait également apprécié le fait que dans la troisième partie du document, il était reconnu qu'en étendant d'éventuelles règles nouvelles de l'AGCS aux marchés publics sur une base NPF, on pourrait réduire la valeur des engagements pris au titre de l'AMP. L'intervenante a pris note de l'invitation à débattre des règles de procédure faite aux Membres dans la quatrième partie de la communication. Sa délégation convenait en particulier que la transparence des procédures d'appel d'offres était une question importante. Elle estimait que la note du Secrétariat pouvait constituer un document de référence utile pour les discussions du Groupe de travail à cet égard. Bien que n'ayant pas achevé l'analyse des renseignements qui y figuraient, elle a observé, à titre préliminaire, que les dispositions à l'examen ne semblaient pas établir de distinction entre les marchandises et les services. Sa délégation avait déjà eu l'occasion de préciser qu'il lui semblait difficile d'en faire une. La note montrait aussi qu'il ne semblait pas y avoir de variations sectorielles. Certes, la plupart des accords, sinon la totalité, autorisaient l'inclusion ou l'exclusion de certains secteurs ou produits par le biais d'annexes, mais les dispositions proprement dites ne semblaient pas varier d'un secteur à l'autre. L'intervenante espérait que les CE donneraient une réponse plus détaillée aux questions soulevées, y compris celles figurant dans le JOB(04)/130.

11. S'agissant de la note du Secrétariat, le représentant du Canada a observé que de nombreux AIE renfermaient des dispositions relatives aux marchés publics, et que les parties à ces accords étaient à la fois des pays développés et des pays en développement. Il pensait en outre que le document mettait en évidence de fortes similitudes entre les règles de procédure des divers accords, sur lesquelles le Groupe de travail pouvait utilement s'appuyer. Pour ce qui était de la proposition des CE, il espérait que les discussions se poursuivraient sur les questions soulevées précédemment, comme par exemple les approches suivies pour l'établissement des listes. Pour que les discussions soient plus détaillées, les experts en matière de marchés publics en poste dans les capitales devraient peut-être apporter des contributions spécifiques ou assister aux réunions. S'agissant des observations faites par la délégation indienne, l'intervenante espérait que le représentant indien pourrait préciser la relation suggérée entre l'ensemble de résultats de juillet et le mandat prescrit à l'article XIII.

12. Le représentant du Brésil a dit qu'il appuyait la position de la délégation indienne concernant le mandat et la portée de l'article XIII de l'AGCS. De l'avis de sa délégation, le mandat ne visait pas les négociations sur l'accès aux marchés et le traitement national, mais seulement la transparence.

13. Sans préjuger du mandat de négociation, le représentant de Singapour a rappelé les questions soulevées dans la communication informelle présentée par sa délégation, distribuée sous la cote JOB(03)/216. L'une des questions fondamentales à examiner était la relation entre l'AMP et le projet d'Annexe sur les marchés publics à incorporer à l'AGCS. L'intervenant a appelé l'attention sur la question soulevée au paragraphe 2 e) de la communication de sa délégation, dans lequel il était indiqué que les annexes de l'AMP renfermaient des conditions spécifiques de non-application ou de

réciprocité entre les signataires de l'accord, qui avaient trait par exemple aux secteurs et aux valeurs de seuil. Comment ces conditions pouvaient-elles s'appliquer dans le contexte de l'AGCS? Cette question fondamentale avait également été soulevée dans le document JOB(04)/130. Si l'on voulait suivre les précédents de l'AMP, les propositions des CE ne seraient peut-être pas suffisantes. Pour ce qui était de la note du Secrétariat, l'intervenant a dit à titre préliminaire que les accords commerciaux conclus par Singapour étaient exhaustifs et visaient un large éventail de problèmes commerciaux. Les chapitres relatifs aux marchés publics ne devraient pas être pris isolément; ils devaient être négociés dans le cadre d'un accord global. Les marchés publics représentaient entre 10 et 15 pour cent du PIB dans un certain nombre de pays et l'insertion de chapitres sur les marchés publics dans les accords de libre-échange de Singapour se justifie donc au plan commercial. Entre autres avantages, les disciplines relatives aux marchés publics contribuaient à optimiser l'emploi des ressources versées par les contribuables et bénéficiaient à la fois aux gouvernements et aux consommateurs. Les dispositions en matière de marchés publics de ces accords étaient exhaustives et s'inspiraient pour une large part de l'AMP. Elles tenaient également compte des progrès technologiques. On pouvait également trouver des renseignements sur le régime en matière de marchés publics en vigueur à Singapour dans une communication distribuée au Groupe de travail en 1997 (S/WPGR/W/11/Add.16).

14. Le représentant du Pérou a souligné que bien que certains pays en développement soient parties aux AIE examinés dans la note du Secrétariat, la nature et la portée des dispositions relatives aux marchés publics semblaient limitées. Cela montrait bien la complexité de la question, en particulier pour les pays en développement. L'intervenant a indiqué que le Programme de Doha agenda était censé bénéficier davantage aux pays en développement, et il a estimé que l'inscription de la question de l'accès aux marchés au débat sur les marchés publics dans le cadre des négociations affecterait directement les intérêts des pays en développement. Il a souhaité appuyer les interventions faites par les délégations de l'Inde et du Brésil. Sa délégation était toutefois disposée à discuter de la question de la transparence dans les marchés publics.

15. Le représentant de l'Indonésie a de nouveau exprimé les réserves de sa délégation concernant la portée du mandat figurant à l'article XIII, qui se limitait aux questions de transparence et n'incluait pas le principe NPF, l'accès aux marchés ou le traitement national. La représentante du Taipei chinois, comme les délégations de Singapour et des États-Unis, a souligné que les marchés publics recouvraient un large éventail de questions, y compris celles relatives aux marchandises, qui n'étaient pas visées par l'AGCS. Pour ce qui était de la proposition faite par les Communautés européennes, elle pensait que certains aspects restaient à éclaircir et elle accueillait donc avec satisfaction les questions distribuées par la délégation de Hong Kong, Chine. Elle se demandait en particulier si la délégation des CE pouvait donner des exemples plus concrets pour illustrer la façon dont les engagements en matière de marchés publics s'appliquaient à différents modes de fourniture. Concernant l'intervention de la délégation indienne, elle a demandé que soit précisée la relation établie entre la question de Singapour relative à la transparence des marchés publics et le mandat prescrit par l'AGCS.

16. La représentante du Venezuela a exprimé ses préoccupations au sujet de ces négociations. À la Conférence ministérielle de Cancún, son Ministre avait souligné la nécessité de tenir compte des aspects relatifs au développement qui intéresseraient l'ensemble de la population. Fait révélateur, toutefois, au paragraphe 15 de la Déclaration ministérielle de Doha, il était dit que les négociations sur le commerce des services seraient menées en vue de promouvoir la croissance économique de tous les partenaires commerciaux et le développement des pays en développement et des pays les moins avancés. La délégation vénézuélienne estimait que les déséquilibres s'étaient aggravés entre les pays. Les pays en développement exportaient encore des services à caractère traditionnel alors que les pays développés exportaient des services modernes. Il ne fallait pas non plus perdre de vue l'importance qu'il y avait à évaluer le commerce des services pour les pays en développement. Les différences de niveaux de développement entre Membres étaient manifestes et montraient combien pouvaient être inappropriées des négociations menées sur des questions qui pouvaient pénaliser les économies des

pays en développement. Les marchés publics étaient un instrument de politique publique nécessaire pour promouvoir un développement équitable, démocratique et écologiquement durable. Pour ce qui était de la proposition des CE, l'intervenante s'est associée aux interventions faites par les délégations de l'Inde et du Brésil. Le Conseil général avait décidé de ne pas poursuivre de négociations sur la transparence des marchés publics dans le cadre du Programme de Doha. Il semblait donc illogique de soulever la même question dans le contexte de l'AGCS. Avant d'examiner des modalités possibles pour l'adoption d'engagements en matière de marchés publics, les Membres devraient clarifier le mandat énoncé à l'article XIII de l'AGCS, dans la mesure où le deuxième paragraphe de l'article XIII ne précisait pas la portée des négociations.

17. Le représentant de l'Australie a dit que comme la note du Secrétariat mentionnait des accords auxquels son pays était partie, les autorités australiennes en poursuivaient l'examen. Il jugeait particulièrement intéressant de comparer la manière dont les chapitres relatifs aux marchés publics étaient formulés dans les AIE avec le contenu des propositions des Communautés européennes. Pour ce qui était du document S/WPGR/W/48, il a indiqué que comme celle du Canada, sa délégation était disposée à discuter des règles de procédure appropriées.

18. Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que sa délégation avait engagé un débat de fond sur les propositions soumises, mais sans préjuger de la question du mandat. Il ne semblait pas constructif de discuter du mandat à ce stade et la portée des négociations se définirait en partie au cours des négociations proprement dites. La question essentielle qui se posait était de savoir comment concilier l'obligation NPF, ainsi que les exemptions proposées de cette obligation, avec les dispositions en matière de réciprocité au titre de l'AMP. Si l'on optait pour l'inscription d'engagements en matière de marchés publics au titre de l'AGCS, ces engagements permettraient de garantir un niveau minimum de traitement devant être accordé à tous les Membres. Les exemptions de l'obligation NPF permettraient seulement d'accorder à certains Membres un meilleur traitement que celui prévu dans l'engagement inscrit dans les listes. L'intervenant ne voyait pas bien comment cet arrangement concorderait avec les dispositions existantes en matière de réciprocité au titre de l'AMP et demandait des éclaircissements à cet égard. Pour ce qui était de l'application modale, il a demandé des précisions au sujet de la proposition tendant à ce que les engagements en matière de marchés publics soient lus conjointement avec les engagements en matière d'accès aux marchés et de traitement national déjà inscrits dans les listes des Membres. Les questions d) et e) figurant dans le JOB(04)/130 portaient sur ce point particulier. L'intervenant a pris note de l'intervention de la délégation des États-Unis sur le fait de savoir s'il convenait d'opter pour l'approche fondée sur l'inscription dans les listes de l'AGCS pour ce qui était des marchés publics. À cet égard, il serait peut-être utile que le Secrétariat fasse un résumé du type d'approches suivies dans les AIE pour la souscription d'engagements relatifs aux marchés publics. Cela permettrait peut-être d'éclaircir certains problèmes posés par l'établissement des listes.

19. La représentante de la Suisse a jugé que la note établie par le Secrétariat constituait une base importante pour le débat sur les règles de procédure. Les procédures contribuaient pour beaucoup à assurer une concurrence effective dans le domaine des marchés publics. L'intervenante a noté que la Suisse était partie à certains accords examinés dans la note, y compris l'accord AELE-Mexique et la Convention de l'AELE. Dans le cadre de la Convention de l'AELE (article 37), les États membres avaient réaffirmé leurs droits et obligations au titre de l'AMP et élargi la portée de leurs engagements afin de libéraliser les marchés publics conformément à l'annexe pertinente de la Convention. L'objectif fondamental était d'aligner le niveau des obligations sur celui de l'accord bilatéral sur les marchés publics qui existait entre la Suisse et les Communautés européennes. Concernant l'accord AELE-Mexique, elle a constaté que les dispositions pertinentes se trouvaient dans les articles 56 à 68, ainsi que dans les annexes XII à XVII, et qu'elle avait des doutes quant aux renseignements consignés dans le tableau de la page 5 de la note. Les contributions récentes des CE constituaient un bon point de départ pour l'approfondissement du débat sur les marchés publics; l'approche proposée était aisément compréhensible et intéressante. L'intervenante a rappelé que sa délégation souhaitait

examiner la manière de traiter les cas de figure dans lesquels un marché concernait des secteurs ayant des valeurs de seuil différentes.

20. Le représentant de la Malaisie a émis des réserves au sujet du mandat sur les marchés publics au titre de l'AGCS compte tenu de l'ensemble des résultats de juillet, à la suite duquel la question de la transparence des marchés publics avait été retirée du Programme de Doha pour le développement. Au Groupe de travail de la transparence des marchés publics, les pays en développement s'étaient fortement opposés aux négociations sur la question au motif que cela pourrait affecter l'accès aux marchés en dernier ressort. Les pays en développement n'étaient pas prêts à négocier car les marchés publics étaient un outil de développement fondamental.

21. Selon la représentante de la République de Corée, la note du Secrétariat conduisait à penser que les règles de procédure étaient des éléments très importants dans l'élaboration d'un accord sur les marchés publics. Sans position commune concernant les procédures, les engagements n'atteindraient peut-être pas leur objectif initial. L'intervenante souhaitait obtenir des réponses détaillées de la délégation des CE aux questions figurant dans le document JOB(04)/130. Quant au document S/WPGR/W/48, elle a estimé, à titre préliminaire, que la proposition visant à ajouter une colonne additionnelle pour les engagements en matière de marchés publics risquait de ne pas être aussi simple que prévu. Si l'on tenait compte des différentes entités publiques et des diverses valeurs de seuil applicables à chaque secteur dans lequel un Membre souscrirait des engagements, ainsi que des problèmes liés à l'application de l'obligation NPF et à la relation avec l'AMP, l'opération devenait encore plus complexe. L'intervenante a demandé quels seraient les coûts et les avantages de l'élaboration d'un autre accord en plus de l'AMP et des accords commerciaux régionaux.

22. Se référant à l'intervention de la délégation indienne, le représentant du Japon a dit qu'il estimait que le mandat énoncé au paragraphe 2 de l'article XIII n'interdisait pas les négociations sur l'accès aux marchés et le traitement national, et n'était pas non plus affecté par les décisions prises sur les questions de Singapour. À propos de la communication des Communautés européennes, il a jugé que l'approche proposée pour l'établissement des listes d'engagements était à la fois intéressante et claire. Dans le même temps, il comprenait les inquiétudes exprimées par la délégation des États-Unis et était ouvert à d'autres approches. Pour ce qui était des entités contractantes, il était proposé au paragraphe 4 de la communication des CE d'inclure toutes les entités énumérées à l'article I:3 de l'AGCS. Or, ces entités étaient différentes de celles visées par l'AMP. L'intervenant espérait que les CE donneraient plus de détails sur ce point. Il se demandait en outre ce que celles-ci entendaient faire pour ce qui était de l'élaboration des règles de procédure. Envisageaient-elles quelque chose d'analogue aux disciplines figurant dans l'AMP ou quelque chose de différent?

23. Le représentant de l'Égypte a apporté son soutien à l'intervention de l'Inde concernant la portée du mandat énoncé à l'article XIII. Dans plusieurs pays, en particulier ceux qui avaient choisi de ne pas être parties à l'AMP, la réglementation des marchés publics ne faisait pas de distinction entre marchandises et services. Il était donc difficile d'accepter l'approche proposée par les CE. La représentante de l'Afrique du Sud a indiqué qu'elle préférerait ne pas engager de discussions sur ce point sans avoir d'abord déterminé la portée des questions à examiner. Il faudrait commencer par fixer plus clairement les objectifs à atteindre et la portée et l'étendue de ces négociations. L'oratrice partageait le point de vue exprimé par les délégations de l'Inde, du Brésil, du Pérou et du Venezuela selon lequel les obligations en matière d'accès aux marchés et de traitement national proposées par les CE ne relevaient pas du mandat énoncé à l'article XIII.

24. À titre préliminaire, la représentante de la Chine a estimé que la note du Secrétariat mettait en évidence la complexité des questions relatives aux marchés publics. Elle partageait les réserves exprimées par les orateurs précédents concernant la portée du mandat énoncé à l'article XIII. Abordant la communication des Communautés européennes, elle a jugé que l'approche proposée pour l'établissement de listes d'engagements était difficile à comprendre dans la mesure où les négociations

sur les engagements spécifiques étaient menées conformément à l'article XIX, tandis que celles relatives aux marchés publics relevaient de l'article XIII. En réaction aux interventions précédentes, la représentante des États-Unis a dit que l'on ne devait pas faire d'amalgame entre les discussions sur la portée du mandat énoncé à l'article XIII et les décisions prises sur les questions de Singapour dans l'ensemble de résultats de juillet. Les délégations devaient veiller à ne pas confondre des questions et des mandats différents.

25. Pour ce qui était de la note du Secrétariat, la représentante du Chili a dit que les renseignements qui y figuraient étaient toujours à l'examen et a souligné que les disciplines en matière de marchés publics dans les AIE étaient négociées dans un plus large contexte, dans le cadre de concessions. Sa délégation ne souhaitait donc pas nécessairement voir ces disciplines transposées dans un autre contexte. Bien qu'elle ne soit pas d'accord avec certaines des vues exprimées sur la portée du mandat, elle reconnaissait que cela préoccupait des délégations et espérait en discuter plus avant. S'agissant de la communication des CE, elle était d'accord avec la délégation de la République de Corée pour dire que, bien que simple à première vue, la proposition faisait intervenir des questions techniques complexes qui exigeaient une analyse détaillée. Il fallait mieux évaluer et comprendre les coûts et les avantages de l'approche proposée, en particulier pour les pays en développement.

26. Le représentant des Philippines a rappelé que sa délégation avait émis des réserves concernant la portée du mandat énoncé à l'article XIII. Selon lui, le paragraphe 2 de l'article XIII était nécessairement limité par le paragraphe 1 du même article. La Convention de Vienne sur le droit des traités permettait clairement de conclure que la portée des négociations était limitée aux questions de transparence, et ne couvrait pas l'accès aux marchés, le traitement NPF ou le traitement national. Il se demandait donc si la décision de juillet du Conseil général avait des répercussions sur le mandat. On pouvait penser que dans la mesure où la question de Singapour relative à la transparence des marchés publics n'établissait pas de distinction entre les marchandises et les services, la décision pouvait aussi influencer sur le mandat relatif à la transparence des marchés publics de services. On pouvait alors se demander dans quelle mesure les Membres devaient poursuivre leurs travaux au sein du Groupe de travail du moment que l'on ne leur précisait pas plus clairement si le mandat énoncé à l'article XIII avait été tant soit peu modifié. L'intervenant n'entendait pas proposer de position particulière, mais pensait que les délégations devaient garder cet aspect à l'esprit. Si la délégation des CE continuait à penser que le mandat énoncé à l'article XIII couvrait également l'accès aux marchés, il pourrait être utile d'examiner les modalités appropriées à adopter pour la suite des débats.

27. Le représentant de l'Inde a souhaité clarifier sa position. Il notait que de profondes divergences de vues persistaient au sujet de la portée du mandat. Il fallait en outre tenir compte des incidences de l'ensemble de résultats de juillet. Premièrement, il y avait l'aspect juridique que la délégation des Philippines avait mentionné. Le deuxième aspect, que sa délégation avait essayé de souligner, était la nécessité d'un examen objectif. La question de la transparence des marchés publics avait été retirée à l'issue de longs débats à cause des fortes réserves émises par un grand nombre de Membres. Ces faits nouveaux devaient être pris en compte.

28. Le représentant du Canada a jugé que certaines des options qui venaient d'être décrites par la délégation des Philippines n'étaient pas des options que sa délégation avait prises en considération et il ne les jugeait pas exactes. Il appuyait la proposition faite par la délégation de Hong Kong, Chine tendant à ce que le Secrétariat poursuive ses travaux sur les approches suivies pour l'établissement des listes dans les AIE. La représentante de Cuba souhaitait associer sa délégation à celles qui avaient émis des réserves concernant la portée du mandat au titre de l'article XIII. Il fallait que les Membres parviennent à un accord acceptable avant de pouvoir poursuivre des discussions techniques sur un cadre multilatéral. Les questions relatives à l'accès aux marchés et au traitement national ne relevaient pas du mandat. Elle se réservait le droit de revenir sur ces questions.

29. La représentante des États-Unis s'associait à l'évaluation que la délégation du Canada avait faite concernant les questions selon elle théoriques soumises par les délégations des Philippines et de l'Inde. Elle a souligné que le mandat au titre de l'article XIII avait toujours existé indépendamment de tous les autres mandats, y compris ceux relatifs aux questions de Singapour. Sa délégation avait dit à maintes reprises qu'elle s'intéressait à l'examen des possibilités de progression en ce qui concernait la question de Singapour relative à la transparence des marchés publics, mais elle n'avait jamais posé de conditions ni établi de liens avec les travaux menés au titre de l'article XIII. Dans le passé, elle avait simplement attiré l'attention sur les comparaisons que l'on pouvait faire entre les propositions faites dans le cadre du Groupe de travail et ce à quoi les Membres de l'AMP s'étaient déjà engagés, et sur l'intérêt qu'il y aurait à étudier la façon de procéder avec transparence dans la passation des marchés publics au sens large dans le cadre de l'OMC. Sa délégation avait aussi noté les difficultés qu'il y avait à établir des distinctions entre les services et les marchandises lorsque l'on examinait des propositions au titre de l'article XIII ou des obligations découlant des AIE ou de l'AMP. Mais cela n'avait rien à voir avec le statut juridique de l'un quelconque de ces mandats, lesquels se suffisaient à eux-mêmes. Elle ne pouvait pas accepter, contrairement à certains points de vue exprimés, que les Ministres aient pu modifier d'une quelconque façon le mandat figurant à l'article XIII de l'AGCS. Cela n'avait certainement pas été l'intention de ceux qui avaient pris la décision de juillet.

30. Le représentant du Japon a admis que dans le cadre de l'ensemble de résultats de juillet, les Membres avaient décidé de ne pas poursuivre les travaux en vue de négociations sur trois des questions de Singapour dans le cadre de l'OMC au titre du Programme de Doha. Toutefois, dans le même temps, l'annexe C de l'ensemble de résultats de juillet donnait aux Membres pour mandat d'intensifier leurs efforts pour conclure les négociations sur l'élaboration de règles, y compris celles dans le cadre de l'article XIII. Le mandat énoncé à l'article XIII avait donc été maintenu à l'issue de l'adoption de l'ensemble de résultats de juillet. Tout en reconnaissant que les délégations avaient des vues divergentes sur sa portée exacte, il n'était pas d'accord avec ceux qui laissaient entendre que ce mandat avait été modifié. La représentante du Taipei chinois a dit qu'elle partageait les points de vues qui venaient d'être exprimés par les délégations du Japon et des États-Unis. Elle a également appelé l'attention sur le fait que la section relative aux services de l'ensemble de résultats de juillet appelait les Membres à intensifier leurs efforts pour conclure les négociations au titre de l'article XIII. Bien que sa délégation soit particulièrement intéressée par l'examen des questions de procédure relatives aux marchés publics, elle ne voyait pas bien, compte tenu des précédentes interventions, comment le Groupe de travail aborderait ce point de l'ordre du jour lors des réunions à réunir.

31. Pour ce qui était du mandat de négociation, le représentant des Communautés européennes a dit qu'aucune délégation n'était habilitée à modifier l'article XIII; les Membres de l'OMC devraient plutôt modifier l'accord. Il partageait le point de vue selon lequel l'article XIII devait être interprété selon la Convention de Vienne, mais il ne partageait pas l'interprétation avancée par la délégation des Philippines. Au paragraphe 2 de l'article XIII, il était dit, littéralement, qu'auraient lieu des négociations multilatérales sur les marchés publics, et non des négociations multilatérales sur la transparence des marchés publics. Ce paragraphe disposait aussi que les négociations auraient lieu dans le cadre de l'AGCS, pas dans un autre contexte. L'intervenant était d'accord pour dire que le paragraphe 2 devait être lu dans le contexte approprié, conjointement avec le paragraphe 1. Si on procédait ainsi, on constatait que toutes les dispositions de l'AGCS s'appliquaient déjà aux marchés publics, à l'exception des articles II, XVI et XVII. L'orateur s'est demandé pourquoi les Membres devaient négocier sur des questions déjà couvertes par l'accord, bien qu'il soit possible de s'appuyer sur les obligations existantes. Si l'intention avait été d'exclure les articles II, XVI et XVII des négociations, l'article aurait été rédigé différemment: il aurait premièrement prescrit la tenue de négociations et, deuxièmement, il aurait exclu les articles II, XVI et XVII. En outre, les négociations sur les marchés publics étaient conformes à l'objectif de libéralisation progressive de l'AGCS. Comme les marchés publics étaient importants dans beaucoup de secteurs de services, de nombreux engagements auraient peu de valeur si on les excluait. Il semblait donc logique que des engagements en matière de marchés publics soient souscrits dans autant de secteurs que possible.

32. Le représentant des Communautés européennes souhaitait s'associer aux observations faites par les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois sur le rapport existant entre l'ensemble de résultats de juillet et l'article XIII. Comment le Conseil général avait-il pu décider que les efforts devaient s'intensifier dans les domaines liés à la réglementation des services, y compris les marchés publics si, comme certains l'affirmaient, le mandat énoncé à l'article XIII se limitait à la transparence et, dans le même temps, les négociations sur la transparence des marchés publics conformément à l'article XIII avaient été abandonnées? Pourquoi alors faisait-on encore mention de l'article XIII dans la partie relative aux services de l'ensemble de résultats de juillet? Si ces interprétations étaient exactes, la référence à l'article XIII dans l'ensemble de résultats de juillet aurait été retirée, à moins que le Conseil général ne convienne implicitement que le mandat énoncé à l'article XIII ne se limitait pas à la transparence. Concernant le lien entre les marchés publics et le développement, il a dit que la proposition de sa délégation était suffisamment souple pour prendre en compte le niveau de développement de chaque Membre. Il était difficile d'exclure d'emblée qu'un gouvernement qui prenait des engagements en matière de marchés publics optimiserait davantage ses ressources et favoriserait le développement de ses propres fournisseurs de services. L'absence de concurrence risquait tout simplement de perpétuer les facteurs d'inefficacité existants. Certains pays en développement exportaient des services informatiques selon le mode 4, secteur où intervenaient de nombreux marchés publics. Les pays concernés souhaiteraient peut-être que des engagements en matière de marchés publics soient pris au titre des modes pertinents. Cette proposition permettait aussi de ménager la flexibilité nécessaire pour l'établissement des listes d'engagements. L'intervenant espérait que la délégation des États-Unis donnerait plus de précisions sur les observations selon lesquelles les modes de fourniture de l'AGCS et la classification sectorielle des services n'étaient pas adaptés aux marchés publics.

33. La colonne additionnelle proposée pour l'inscription d'engagements en matière de marchés publics servait à indiquer si la procédure d'adjudication des marchés était ouverte ou non aux étrangers. Une fois accordé l'accès à la procédure d'adjudication des marchés, des limitations en matière d'accès aux marchés et de traitement national, le cas échéant, s'appliquaient à la fourniture des services. L'inscription d'une colonne séparée pour les marchés publics permettrait aux opérateurs de mieux évaluer les débouchés. Concernant la question posée par la délégation de la Suisse sur la façon d'inscrire l'absence d'engagements en matière de marchés publics, l'intervenant a observé que sa délégation était disposée à inscrire la mention "non consolidé" ou à laisser un blanc. La question pouvait être examinée et tranchée par le biais d'éventuelles lignes directrices pour l'établissement des listes d'engagements sur les marchés publics. S'agissant des marchés publics recouvrant de nombreux secteurs de services, selon l'intervenant, ce n'était pas quelque chose de nouveau ni qui posait des problèmes techniques. Ce genre de situations se produisait dans le cadre d'autres accords sur les marchés publics ainsi que dans le cadre de l'AGCS. De nombreux services étaient des combinaisons de divers services. Il était fondamental de déterminer l'objectif principal de chaque marché compte tenu de la valeur des différentes composantes. La note du Secrétariat énumérait diverses dispositions des AIE visant l'évaluation des marchés et cela pourrait aider à trouver une solution. Quant à savoir si les valeurs de seuil pour les deux secteurs mentionnés dans l'exemple 6 du document S/WPGR/W/48 seraient additionnées, l'intervenant pensait que la réponse dépendait de la possibilité de scinder les deux marchés. Si cette possibilité existait, chaque valeur de seuil s'appliquerait à la partie pertinente. Si le marché ne pouvait pas être scindé parce que ses divers éléments étaient étroitement imbriqués, on devrait alors en déterminer le principal objet. Pour ce qui était de la question de savoir quelles entités contractantes seraient visées, la délégation des CE proposait de se référer à l'article I:3 de l'AGCS. Toute entité relevant de cet article pouvait être visée même si, bien entendu, chaque Membre pourrait prendre des engagements au sujet d'un nombre plus restreint d'entités, en excluant par exemple le niveau sous-fédéral. L'orateur a ensuite abordé une question posée par la délégation du Taipei chinois sur le point de savoir si un Membre pouvait enfreindre, par le biais de mesures liées aux marchés publics, les obligations découlant de l'article VI de l'AGCS qui s'appliquaient aux secteurs où des engagements spécifiques avaient été souscrits. À son avis, l'article VI s'appliquait aux marchés publics car son application n'était pas exclue par l'article XIII, bien que les dispositions audit

article ne s'appliquent souvent que si un engagement avait été pris. Dans la mesure où aucun engagement en matière de marchés publics n'existait à l'époque, on disposait d'une certaine latitude pour appliquer l'article VI aux marchés publics. Quant à savoir s'il était nécessaire de répertorier les entités visées afin d'assurer la certitude juridique, l'intervenant a souligné que la proposition de sa délégation ménageait une grande flexibilité nécessaire pour l'établissement des listes.

34. S'agissant de la question posée par la délégation du Taipei chinois concernant l'hypothèse où un Membre inscrirait la mention "non consolidé" dans la colonne relative à l'accès aux marchés et "néant" dans les colonnes relatives au traitement national et aux marchés publics, le représentant s'est demandé quel serait l'intérêt pratique, dans ce cas, de prendre des engagements en matière de marchés publics. Cela dit, la question pourrait être abordée au cours des négociations. Pour ce qui était de la question de Hong Kong, Chine sur l'interaction avec l'AMP, il était prêt à collaborer avec les délégations intéressées pour rédiger une annexe sur les marchés publics et ne prévoyait pas de problèmes techniques importants. Pour ce qui était de définir les marchés publics, l'intervenant a mentionné la définition figurant à l'article XIII:1. Pour ce qui était de définir ce qui était fourni, il estimait que l'on procéderait au cas par cas pour chaque marché public. Concernant les questions posées par le Japon sur l'établissement des listes, il a rappelé qu'il pourrait être utile d'établir conjointement les conventions pertinentes. Concernant les entités visées, il était d'accord pour dire que l'article I:3 a) de l'AGCS n'avait pas la même portée que l'AMP, mais il a noté que la proposition ménageait suffisamment de possibilités. L'article I:3 a) n'était qu'un point de départ. Sur la question de savoir si les CE visaient à établir des règles de procédure analogues à celles figurant dans l'AMP ou des dispositions plus souples, sa délégation ne s'opposait pas en principe à ce que des règles plus souples soient mises en place au titre de l'AGCS. En conclusion, l'orateur a invité les délégations à soumettre leurs questions par écrit et à les faire distribuer assez tôt avant la réunion suivante pour qu'il puisse préparer des réponses appropriées. Sa délégation était surprise de voir soulever de nouveau la question du mandat; on ne devait pas confondre les problèmes de volonté politique et les interprétations de l'article XIII. Les Ministres étaient convenus que les travaux devaient se poursuivre en application de ce mandat.

35. Le représentant des Philippines a dit que la délégation des Communautés européennes ne devait pas être surprise du désaccord existant au sujet du mandat prescrit à l'article XIII. Des réserves avaient constamment été émises à cet effet. Le paragraphe 2 de l'article XIII ne devait pas être interprété isolément, mais dans le contexte du paragraphe 1. Le paragraphe 1 était une disposition à caractère permanent qui aidait à l'interprétation du paragraphe 2. Concernant la relation entre l'ensemble de résultats de juillet et le mandat au titre de l'article XIII, l'intervenant souhaitait simplement mieux comprendre les vues des autres délégations. Il n'avait pas souhaité proposer une interprétation particulière. Le mandat prescrit à l'article XIII visait la transparence des marchés publics, et il ne s'était pas opposé à ce que le Groupe de travail opère en application de ce mandat. Si les auteurs de la proposition cherchaient à mettre l'accent sur la transparence plutôt que sur l'accès aux marchés, les Membres pourraient peut-être mieux évaluer la question.

36. La représentante des États-Unis a remercié la délégation des Philippines pour les éclaircissements qu'elle avait apportés. En raison du manque de temps, elle poursuivrait les discussions avec la délégation des CE à un niveau bilatéral. Le représentant de l'Inde a dit que certes il avait mentionné l'existence d'une divergence au sujet du mandat, mais il n'avait pas présenté d'interprétation juridique tendant à rendre caduc le mandat énoncé à l'article XIII. Les débats s'étaient tenus en fonction de l'interprétation que d'autres délégations avaient donnée des propos de la délégation indienne. L'intervenant avait simplement indiqué que les Membres devaient se reporter à ce qui s'était passé dans le cadre de l'ensemble de résultats de juillet eu égard à la proposition des CE, laquelle se rapportait non seulement aux questions de transparence, non seulement aux questions d'accès au marché, mais avait également un lien avec l'article XIX.

37. Le représentant du Pakistan a dit que lorsqu'il examinerait la question des marchés publics, le Groupe de travail ne devrait pas perdre de vue les déséquilibres entre pays développés et pays en développement, tels qu'on avait pu les constater dans le cadre de l'ensemble de résultats de juillet. Le représentant de Hong Kong, Chine a développé sa proposition tendant à ce que le Secrétariat poursuive ses travaux. Les débats menés à la réunion en cours avaient mis en évidence les diverses options possibles quant aux modalités de souscription des engagements en matière de marchés publics. Dans ce contexte, le Secrétariat pouvait formuler des observations succinctes sur la manière dont les AIE abordaient cette question. Était-ce sur une base sectorielle ou modale? Faisait-on la distinction entre les marchandises et les services?

38. Résumant les principaux points de la discussion, la Présidente a indiqué que des vues diverses s'étaient exprimées au sujet de l'interprétation de l'article XIII. Plusieurs délégations avaient répété la position selon laquelle le paragraphe 1 déterminait la portée du mandat de négociation et s'étaient demandé si l'ensemble de résultats de juillet avait de nouvelles incidences pour ces négociations. D'autres avaient estimé que le paragraphe 2 de l'article XIII n'interdisait pas la discussion des questions relatives à l'accès aux marchés et ne voyaient pas de lien entre l'ensemble de résultats de juillet et les débats menés au sein du Groupe de travail. La Présidente a noté que des discussions techniques utiles s'étaient tenues sur la dernière communication des Communautés européennes. Parmi les questions soulevées figuraient celles relatives au traitement NPF, aux exemptions NPF, et à la relation avec l'AMP. Certaines préoccupations avaient également été exprimées concernant la possibilité d'appliquer l'approche fondée sur les listes d'engagement au titre de l'AGCS aux engagements en matière de marchés publics. Ces questions méritaient d'être examinées de plus près. La Présidente a observé que les délégations considéraient pour la plupart que la note du Secrétariat distribuée sous la cote S/WPGR/W/49 contenait des renseignements utiles de portée générale. Elle montrait que de nombreux AIE renfermaient des disciplines en matière de marchés publics, bien que certaines délégations aient constaté que les engagements échangés dans le cadre de ces accords s'inscrivaient dans un contexte plus large qu'il convenait de prendre en compte. Par ailleurs, suivant la proposition présentée par la délégation de Hong Kong, Chine, la Présidente a dit qu'une note du Secrétariat résumant la manière dont les AIE traitaient les questions relatives aux modalités d'établissement des listes devrait contribuer utilement aux débats. Elle a proposé que le Groupe de travail prenne note des déclarations faites.

II. NÉGOCIATIONS SUR LES MESURES DE SAUVEGARDE D'URGENCE (ARTICLE X)

39. La Présidente a suggéré que le Groupe de travail poursuive l'examen des questions soulevées dans la communication informelle présentée par le Brunéi Darussalam, l'Indonésie, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines et la Thaïlande, et reproduite dans le document JOB(04)/4. Pour cet examen, les Membres pouvaient s'aider de la compilation de questions figurant dans la note du Président (JOB(04)/49) ainsi que des points abordés à la réunion informelle du 11 juin, dont certains étaient mentionnés dans l'ordre du jour annoté. La Présidente pensait que toutes les délégations tireraient parti d'un examen approfondi de ces questions, y compris sous leurs aspects techniques. Elle a signalé que le groupe des Membres de l'ANASE avait établi un document de séance contenant des réponses aux questions posées sur leur proposition.

40. Le représentant des Philippines s'est excusé pour la diffusion tardive de ces réponses préliminaires. Plutôt que d'étudier en détail le document de séance, il souhaitait, compte tenu des contraintes de temps, insister plus particulièrement sur les questions mentionnées dans l'ordre du jour annoté. Au sujet des droits acquis et de la définition des activités d'expansion, il a rappelé que le groupe de délégations au nom duquel il s'exprimait avait, à l'origine, suggéré que certaines activités d'expansion ne soient pas couvertes par le principe des droits acquis, à savoir: établissement de nouvelles succursales ou filiales; acquisition d'un autre fournisseur de services ou fusion ou consolidation avec un autre fournisseur de services, étranger ou national; fourniture d'une capacité

supplémentaire du service en question sur le marché intérieur; apport de capital supplémentaire et acquisition de parts de capital supplémentaires. Lors de la présentation du document JOB(04)/4, ce groupe de délégations avait indiqué que la liste des exemples pouvait être affinée. L'intervenant pensait que l'acquisition de nouvelles installations, les nouvelles locations, l'accroissement de la base de consommateurs ou les nouvelles alliances stratégiques paraissaient aussi être des activités d'expansion qu'il y avait lieu de limiter pendant la période de sauvegarde. Il fallait, bien entendu, nuancer. Le remplacement de personnel en place, par exemple, ne devait pas être considéré comme une activité d'expansion. Toutes ces activités contribueraient à accroître encore la part de marché des fournisseurs de services étrangers établis au moment où leur domination constituait un facteur du dommage subi. Les permettre semblerait devoir perpétuer ou aggraver la situation. L'intervenant estimait que l'augmentation du chiffre d'affaires ou des bénéfices relèverait des droits acquis plutôt que des activités d'expansion. Une entreprise établie sur un marché particulier s'efforcerait de maximiser ses bénéfices, ce qui était un droit acquis pour toute entreprise. Toutefois, l'augmentation d'une gamme de produits ou de la représentation régionale constituait une activité d'expansion.

41. Pour ce qui était de savoir si des restrictions discriminatoires seraient compatibles avec des traités bilatéraux sur les investissements prévoyant le traitement national des producteurs étrangers établis, y compris les fournisseurs de services, l'intervenant a dit que, si une mesure de sauvegarde d'urgence risquait de porter atteinte au traitement plus favorable accordé à un Membre particulier dans le cadre d'un traité bilatéral sur les investissements, le Membre recourant à la mesure pouvait, soit i) exempter l'autre Membre de l'application de la mesure de sauvegarde, respectant ainsi pleinement les droits acquis des fournisseurs de services de cet autre Membre, soit ii) soumettre le Membre à l'application non discriminatoire de la mesure. Dans ce dernier cas, le Membre recourant à la mesure empêchait certaines activités d'expansion des fournisseurs de services de l'autre partie au traité bilatéral sur les investissements et risquait de s'exposer à des poursuites judiciaires en vertu des dispositions du traité concernant le règlement des différends. La question fondamentale était de savoir dans quelle mesure les Membres voulaient faire prévaloir les traités bilatéraux contre leurs obligations découlant d'instruments multilatéraux. L'intervenant estimait que, du point de vue de la prudence, il pourrait être préférable d'exclure les risques de litige entre les parties à un traité bilatéral sur les investissements en rejetant l'approche non discriminatoire. Choisir cette approche, en revanche, paraîtrait perpétuer une situation particulière analogue à une exemption NPF. D'après la jurisprudence récente concernant des traités bilatéraux sur les investissements, il semblerait que les tribunaux aient tendance à interpréter de plus en plus souvent les clauses NPF dans un sens large. L'intervenant a fait référence, à cet égard, à la décision rendue dans l'affaire *Maffezzini – Espagne*, que l'on pouvait trouver sur le site Internet de la Banque mondiale (affaire ARB/97/7 du CIRDI). Bien entendu, l'idée n'était pas que cette décision justement aurait valeur de précédent dans le cas d'un différend survenant dans le cadre de l'OMC. Pour ce qui était des questions concernant les conséquences qui pourraient résulter de définitions différentes de la branche de production nationale pour la détermination de l'existence d'un dommage ou pour la définition des droits acquis, le groupe de délégations au nom duquel il s'exprimait avait pensé que l'article XXVIII de l'AGCS fournissait d'amples indications. Plusieurs délégations avaient cependant fait part de leurs préoccupations parce que leurs définitions nationales étaient différentes. Afin d'éviter de tels problèmes, le soin pourrait être laissé aux Membres de définir la branche de production nationale selon leur propre législation. L'incertitude que pouvait comporter cette approche pourrait être évitée si chaque Membre notifiait sa définition nationale de la branche de production nationale au Conseil du commerce des services. Dans le cas d'une mesure de sauvegarde, un Membre affecté pourrait examiner si le seuil fixé dans la définition notifiée était atteint. En ce qui concernait le type de statistiques à utiliser, l'intervenant pensait qu'il convenait de recourir en premier lieu aux offices nationaux de statistiques, ou encore aux autorités chargées de la réglementation d'un secteur ou sous-secteur donné. Si ces statistiques étaient insuffisantes ou n'étaient pas convenablement désagrégées, celles établies par les organisations internationales pouvaient les remplacer ou les compléter utilement. Celles des groupements professionnels concernés pouvaient aussi s'avérer pertinentes. L'intervenant reconnaissait que l'on ne trouverait pas régulièrement des statistiques sur le commerce des services désagrégées selon les quatre

modes de fourniture. D'autres renseignements pouvaient s'avérer nécessaires dans le cadre de la détermination de l'existence d'un dommage.

42. En ce qui concernait le recours à des mesures propres à chaque mode, l'intervenant a indiqué que, dans le cas du mode 3, les Membres ne devraient pas chercher en premier lieu à restreindre entièrement les nouvelles entrées de fournisseurs de services étrangers. Le cas échéant, ils pourraient subordonner à des conditions supplémentaires l'établissement d'une présence commerciale. Dans le cas du Shangri-La, les fournisseurs de services étrangers pourraient être tenus de conclure des accords de coentreprises avec de petits détaillants locaux. Pour le mode 2, dans l'exemple de la réparation et de l'entretien des navires, les mesures pourraient aller de l'imposition de frais et charges à l'interdiction pure et simple, de manière à dissuader ou à limiter la consommation à l'étranger. Le Membre qui voudrait recourir à une mesure de sauvegarde devrait envisager des approches moins restrictives pour le commerce. Dans le cas évoqué, l'imposition de frais et charges pourrait être une option commerciale moins restrictive qui, si les ressources le permettaient, pouvait être complétée par des subventions. Au sujet de la notion de "fenêtre de temps limitée", l'intervenant estimait qu'il n'y avait aucune raison ni précédent qui justifie que l'on fasse des distinctions entre les engagements prévoyant une véritable libéralisation et ceux qui se bornaient à consolider les politiques existantes. Il semblait de peu d'intérêt de compliquer encore la question en faisant des distinctions de ce genre. Il ne fallait pas formaliser à l'excès le lien entre la mesure de sauvegarde d'urgence et la libéralisation. Une mesure de sauvegarde d'urgence pourrait faire accepter plus facilement une libéralisation plus poussée par les parties prenantes nationales. Le groupe de l'intervenant était ouvert à toute suggestion concernant la manière de développer encore cette notion.

43. Le représentant du Japon a dit qu'il avait besoin de plus de temps pour étudier le document de séance. Au sujet des droits acquis, il pensait que des activités telles que l'établissement de nouvelles succursales, l'acquisition et la fusion faisaient partie du plan d'entreprise initial d'une société investissant dans un pays étranger. Elles étaient indispensables pour permettre de récupérer le coût initial des investissements et de créer des recettes pour les actionnaires. Permettre aux Membres de les bloquer serait dissuasif pour les investissements étrangers. En ce qui concernait la définition de la branche de production nationale, l'intervenant doutait que définir la branche de production nationale en fonction du pourcentage de participation étrangère dans le capital puisse contribuer à atteindre les objectifs des auteurs de la proposition.

44. Le représentant de Hong Kong, Chine a dit qu'il réfléchirait encore au document de séance. Au sujet des situations dans lesquelles des mesures de sauvegarde étaient justifiées, les exemples fournis jusque-là – le Shangri-La et les opticiens optométristes – n'avaient pas éclairci la question plus fondamentale de savoir pourquoi une mesure de sauvegarde d'urgence était nécessaire. Au mieux, les exemples donnés présentaient des situations dans lesquelles certains Membres pourraient vouloir recourir à une mesure de sauvegarde d'urgence, mais pas des situations dans lesquelles il serait justifié de le faire. Dans l'exemple du Shangri-La, qu'est-ce qui n'avait pas été prévu au moment où les engagements avaient été contractés? Pourquoi une mesure d'urgence serait-elle nécessaire alors que l'on savait que d'autres mesures devraient être adoptées pour remédier à une situation de nature essentiellement structurelle? Concernant l'exemple des opticiens optométristes, l'intervenant demeurait incertain quant à la cause réelle du problème. D'une part, les principaux services professionnels fournis par les opticiens optométristes, à savoir l'examen de la vision, n'étaient soumis à aucun engagement et n'étaient pas affectés par l'afflux de services étrangers. D'autre part, la partie la plus lucrative de l'activité, celle consistant à confectionner et à vendre les verres, relevait de l'engagement de libéralisation des services de commerce de détail et aurait pu être prévue dès le début. On pouvait établir une analogie avec les pharmaciens, puisque bien souvent la dichotomie entre leurs services de conseil sur la nécessité des médicaments et leur activité, plus lucrative, de vente de médicaments appelait des mesures de réglementation, telles que l'établissement de normes professionnelles destinées à garantir que la vente de médicaments serait assortie d'un certain degré de compétence professionnelle, y compris pour protéger les consommateurs.

45. Au sujet du lien avec une libéralisation progressive, l'intervenant ne pensait pas que le document de séance laisse entrevoir un lien concret, fondamental et positif avec la libéralisation. La question était de savoir si, globalement, les Membres seraient bénéficiaires en termes de libéralisation progressive. D'un côté, une mesure de sauvegarde d'urgence permettrait de réduire temporairement les engagements de libéralisation, mais d'un autre côté, il pourrait n'y avoir aucune amélioration fondamentale de l'ensemble des mesures en cours de négociation. L'intervenant a noté le parallèle qui était fait avec l'historique des mesures de sauvegarde concernant les marchandises, mais a rappelé que sa délégation avait de sérieuses réserves quant à ce mécanisme. Le parallèle était peut-être plus approprié en ce qui concernait l'effet positif que l'on pouvait attendre des négociations sur l'accès aux marchés, mais, jusque-là, cela ne semblait pas se vérifier dans le cas des services. Enfin, en ce qui concernait les notions de droits acquis et de branche de production nationale, l'intervenant ne pensait pas qu'il s'agisse de questions entièrement nouvelles étant donné l'existence de divers examens des besoins économiques dans chacun des modes de fourniture. Bien qu'ils aient une autre finalité, les examens des besoins économiques ne spécifiaient pas quel type de limitations quantitatives pouvaient en résulter. Il pourrait être utile de faire appel à l'expérience des Membres qui imposaient un examen des besoins économiques. Quel type de mesures imposaient-ils pour bloquer les nouvelles activités économiques?

46. La représentante de la Chine souhaitait faire des observations sur l'intervention de la délégation japonaise concernant l'effet des mesures de sauvegarde d'urgence sur les investissements. L'article XXI de l'AGCS permettait aux Membres de retirer définitivement leurs engagements, ce qui ne pouvait manquer d'avoir un effet sur les investissements. L'intervenante ne pensait donc pas que l'on puisse dire d'une mesure de sauvegarde d'urgence qu'elle était inutile ou indésirable en raison de ses effets sur les investissements. Puisqu'un retrait définitif des engagements était possible, il devrait aussi être possible d'avoir une mesure de sauvegarde d'urgence pour suspendre temporairement les engagements.

47. Le représentant des Communautés européennes a signalé qu'il reviendrait sur les réponses écrites à la réunion suivante. Il n'était pas d'accord pour que soit laissée aux Membres la liberté de définir leur propre notion de la branche de production nationale. Au sujet des situations dans lesquelles une mesure de sauvegarde était justifiée, sa délégation estimait que ce n'était le cas dans aucun des deux exemples donnés. Ces situations pouvaient être traitées par le biais de la réglementation intérieure, ou elles auraient pu être prévues au moment où l'engagement avait été contracté. Il restait aussi la possibilité de retirer un engagement en recourant à l'article XXI. Pour ce qui était du lien avec la libéralisation progressive, l'intervenant pensait qu'il faudrait, à supposer que l'on puisse trouver un exemple approprié de cas de sauvegarde, apporter la preuve qu'il y avait un lien positif. Il ne voyait pas comment un Membre qui avait pris des engagements assortis de restrictions quantitatives ou d'autres limitations pouvait avoir la possibilité d'invoquer une mesure de sauvegarde.

48. Le représentant du Canada espérait présenter des questions à la réunion suivante. Toutefois, il se demandait pourquoi le document de séance ne portait que sur les questions énumérées dans l'ordre du jour annoté du Président. Les autorités canadiennes pensaient qu'il serait utile d'aborder d'autres questions soulevées au cours des réunions antérieures. Sa délégation avait, par exemple, posé une question sur le rôle que joueraient la réglementation intérieure et les marchés de capitaux dans le retour à l'équilibre en l'absence d'une mesure de sauvegarde d'urgence. L'intervenant espérait obtenir une réponse du groupe des Membres de l'ANASE. La Présidente a expliqué que le document de séance du groupe des Membres de l'ANASE répondait à la compilation de questions figurant dans le document JOB(04)/49, qui était une liste indicative des questions soulevées. Il se pouvait, bien entendu, que des délégations veuillent soulever d'autres questions.

49. La représentante du Chili a exprimé des réticences à l'égard de l'approche proposée pour la définition de la branche de production nationale. Le problème que posait l'application de la législation imposant des mesures commerciales correctives dans le domaine des marchandises tenait

au pouvoir discrétionnaire dont elle était assortie. Proposer que la branche de production nationale soit définie par chaque Membre et lier cette définition à la détermination de l'existence d'un dommage revenait à donner aux Membres un pouvoir discrétionnaire important, préoccupant pour les investisseurs et les exportateurs de services. Dans le cas des opticiens optométristes, les intérêts des consommateurs importaient au plus haut point puisque la libéralisation entraînait une baisse des prix. L'intervenante se demandait aussi si les auteurs de la proposition avaient pensé à un exemple de situation de recours à une mesure de sauvegarde pour le mode 1, et quel était le type de mesures envisagées. Elle reconnaissait qu'il pouvait y avoir des difficultés à distinguer les engagements prévoyant une libéralisation réelle de ceux qui consolidaient le statu quo, mais elle pensait que l'approche proposée posait problème en ce qui concernait la notion de circonstances imprévues ou la durée de la "fenêtre limitée". De plus, elle partageait les préoccupations exprimées par les autres délégations concernant la définition des activités d'expansion. Enfin, en ce qui concernait le mode 4, elle s'inquiétait de ce qu'un contingent se superpose à un autre et se demandait comment serait défini le nombre de fournisseurs au-dessous de leur nombre moyen au cours d'une période représentative récente. Comment ce nombre pouvait-il être calculé les deux ou trois premières années de libéralisation si l'entrée des fournisseurs n'avait pas été autorisée avant?

50. S'exprimant à titre préliminaire, le représentant de l'Australie a dit qu'il ne trouvait pas entièrement convaincant l'exemple des opticiens optométristes. Il était difficile de faire une distinction entre les fournisseurs étrangers et les fournisseurs nationaux d'un service lorsque les uns comme les autres fournissaient ce service à partir du même territoire. Le Membre qui contractait des engagements pour le commerce de détail avait toujours la faculté d'adopter des mesures en matière de qualification ou de licence régissant le droit des personnes d'exercer certains types d'activités. Le représentant avait de fortes réserves quant à l'idée de laisser à chaque Membre le soin de définir la branche de production nationale. Permettre à un Membre de modifier sa définition de manière unilatérale aurait des incidences sur le type des mesures de sauvegarde qui seraient imposées.

51. La représentante de la Suisse a dit qu'elle reviendrait sur le document de séance après un examen plus approfondi. Concernant les droits acquis, le groupe des membres de l'ANASE avait essayé de répondre aux critiques faites précédemment sur les effets négatifs qu'auraient des mesures de sauvegarde d'urgence sur la certitude et la prévisibilité juridiques de la libéralisation des marchés à laquelle les Membres s'étaient engagés dans les négociations sur la base d'un échange équilibré de concessions. Un certain nombre de pays voulaient s'assurer que les conditions de pénétration des investissements dans leur marché étaient libérales, et l'AGCS était le principal instrument pour concrétiser cette politique puisque multilatéral et juridiquement contraignant. Toutefois, les mesures de sauvegarde d'urgence seraient en conflit avec cette approche en rendant l'environnement juridique beaucoup moins certain, à la fois pour les fournisseurs de services étrangers établis et pour ceux qui voulaient pénétrer de nouveaux marchés. En second lieu, pour ce qui concernait le lien avec la libéralisation progressive, l'intervenante ne pensait pas que le document de séance réponde à la question d'un lien positif. Elle avait suggéré que les auteurs de la proposition indiquent quels engagements particuliers une mesure de sauvegarde d'urgence pourrait les inciter à prendre qu'ils n'auraient pas pris autrement. Elle espérait que le groupe des membres de l'ANASE préciserait ce point.

52. Le représentant du Japon a marqué son désaccord sur l'argument présenté par la délégation chinoise au sujet de l'article XXI. Les engagements pouvaient être modifiés si une procédure définie était suivie. Les procédures ménageaient une certaine stabilité juridique. Il serait beaucoup plus facile de modifier des engagements dans le cadre de la mesure de sauvegarde d'urgence proposée. La différence essentielle entre le commerce des marchandises et celui des services concernait le mode 3, pour lequel la stabilité juridique revêtait une importance encore plus grande. Pour investir à l'étranger, il fallait avoir une perspective à plus long terme. Le fait que des mesures de sauvegarde étaient autorisées dans le commerce des marchandises ne suffisait pas à les justifier dans le commerce des services. Tous les Membres pouvaient inscrire des conditions dans leur liste. C'était affaire de

négociation, comme les examens des besoins économiques. Il serait préjudiciable pour les investissements qu'il y ait un accord sur les mesures de sauvegarde.

53. Le représentant du Brésil a tenu à souligner l'importance, surtout pour les pays en développement Membres, de mécanismes plus souples pour modifier les engagements dans des situations d'urgence. La possibilité de recourir à une mesure de sauvegarde d'urgence, plus souple que l'article XXI, constituerait un contexte réglementaire plus sûr et même un contexte juridique plus stable, doté de règles claires ne s'appliquant qu'aux situations d'urgence. Cela pourrait inciter les pays, surtout les pays en développement, à inscrire davantage d'engagements. La représentante de la Chine ne pensait pas que l'on puisse dire qu'il n'y avait pas besoin de mesures de sauvegarde parce qu'elles auraient des effets sur les investissements. Le retrait définitif des engagements conformément à l'article XXI avait des effets plus vastes sur les investissements. S'il fallait respecter certaines procédures conformément à l'article XXI, il faudrait aussi, dans le cas d'une mesure de sauvegarde, suivre certaines règles et procédures, qu'il restait encore à négocier.

54. Le représentant des Philippines se demandait si les questions soulevées à cette réunion pouvaient faire l'objet d'une compilation dans une nouvelle note du Président afin qu'il soit plus facile d'y répondre. À propos des observations du Japon, il a dit que la liste des activités d'expansion fournie avait un caractère préliminaire et était destinée à amorcer le débat. Il se félicitait des observations formulées pour affirmer que les fusions et acquisitions faisaient partie du plan d'entreprise normal des sociétés, et a indiqué que le groupe de délégations au nom duquel il s'exprimait continuerait de réfléchir à ces questions. Dans les cas où des fournisseurs de service étrangers établis avaient causé un dommage, leur permettre de créer de nouvelles succursales ou de procéder à des acquisitions pendant cette période critique risquait d'aggraver la situation. Il fallait donc les empêcher d'étendre leurs activités pendant la période concernée. L'interdiction pure et simple d'entrer dans le marché ou d'y participer ne devrait être qu'un ultime recours, et d'autres mesures devaient être envisagées au préalable. Pour en venir à une autre observation du Japon, l'intervenant a dit que si un Membre définissait la branche de production nationale comme incluant tous les fournisseurs établis, nationaux ou étrangers, les fournisseurs étrangers déjà établis pourraient continuer à fusionner, à s'étendre et à faire des acquisitions. Les effets d'une mesure de sauvegarde ne s'appliqueraient alors qu'aux fournisseurs de services étrangers qui n'étaient pas encore entrés dans le marché. Il en irait autrement si un Membre définissait la branche de production nationale comme incluant exclusivement les fournisseurs appartenant à des intérêts nationaux. Dans ce cas, les fournisseurs de services étrangers établis seraient soumis à une mesure de sauvegarde, sachant que certains droits acquis seraient protégés. La notion d'activités d'expansion devenait pertinente dans ce contexte. En ce qui concernait l'article XXI, l'intervenant a souligné qu'une mesure de sauvegarde d'urgence permettrait une modification ou un retrait provisoire des engagements, alors que, selon l'article XXI, la modification ou le retrait seraient permanents. L'article XXI obligeait à offrir une compensation, ce qui le différenciait fondamentalement de la mesure de sauvegarde d'urgence proposée, puisque, dans ce dernier cas, aucune compensation ne serait imposée pendant une première période de trois ans. La stabilité et la certitude juridique étaient néanmoins conservées dans une certaine mesure. L'instabilité serait plus grande dans une situation relevant de l'article XXI s'il y avait un désaccord persistant quant au niveau de la compensation à accorder.

55. Abordant ensuite les questions de la délégation de Hong Kong, Chine, le représentant a indiqué que, dans l'exemple du Shangri-La, les autorités pouvaient n'avoir pas prévu, au moment de contracter leur engagement, le rythme et l'ampleur des effets de la présence étrangère sur le marché intérieur. À titre d'exemple, les autorités pouvaient avoir prévu que les fournisseurs étrangers prendraient une part de marché de 50 pour cent en cinq ans, alors que cette part avait en réalité atteint 60-70 pour cent en trois ans. Concernant le lien avec une libéralisation progressive, l'intervenant a indiqué que les consultations nationales laissaient penser qu'une mesure de sauvegarde d'urgence pourrait contribuer à ce que les engagements de libéralisation soient plus nombreux. Il aimerait entendre le point de vue des délégations sur la manière de formaliser un tel lien. Au sujet des

observations des Membres selon lesquelles l'exemple du Shangri-La représentait un problème d'ordre structurel qui ne pouvait être résolu par une mesure de sauvegarde, son sentiment était qu'il était vain de chercher à définir ce qu'était un "problème structurel". Il se demandait aussi pourquoi un répit temporaire sous la forme d'une mesure de sauvegarde ne pourrait pas s'inscrire dans un ensemble de mesures plus vaste conçu pour remédier aux problèmes de ce genre. Réagir par la réglementation n'était pas toujours suffisant. Pour ce qui était des observations de la délégation australienne, l'intervenant considérait qu'il était possible de dissiper les craintes de voir les Membres modifier de manière unilatérale leur définition de la branche de production nationale en recourant à une procédure de notification. Une condition pourrait y être adjointe pour interdire que des mesures de sauvegarde soient imposées pendant un délai donné après une modification de la définition de la branche de production nationale. Quant à la question du Canada, l'intervenant remarquait que les autorités chargées de la réglementation auraient un rôle à jouer pour remédier à la situation. Son groupe de délégations préconisait, en effet, une procédure invitant les Membres à voir s'il n'y avait pas des instruments de politique qui soient moins restrictifs pour le commerce, tels que la réglementation intérieure. Si celle-ci ne suffisait pas ou n'était pas jugée pouvoir suffire, des mesures de sauvegarde pouvaient être utilisées en complément. L'intervenant espérait pouvoir donner d'autres réponses par écrit aux questions qui lui parviendraient par écrit.

56. La Présidente a demandé instamment aux délégations d'adresser leurs questions au groupe des Membres de l'ANASE. Une décision pouvait être prise ultérieurement, si cela s'avérait nécessaire, sur le point de savoir s'il convenait de rédiger une nouvelle liste.

57. Le représentant du Japon a tenu à réagir aux déclarations de la Chine et des Philippines. Il a souligné qu'un Membre ne pouvait modifier ses engagements conformément à l'article XXI que s'il était parvenu à un accord avec les Membres affectés ou si un arbitrage avait été rendu. Dans le cas d'une dérogation, une décision de la Conférence ministérielle était nécessaire. Or, selon la proposition de mesure de sauvegarde d'urgence, les engagements pouvaient être modifiés et il ne restait aux Membres affectés plus qu'à vérifier que cela avait été fait correctement une fois la modification intervenue. C'était une différence essentielle par rapport à l'article XXI ou l'article IX de l'Accord de Marrakech, et cela avait des conséquences pour la stabilité juridique.

58. La Présidente a dit que le document de séance du groupe des délégations de l'ANASE aidait à centrer le débat. Les points sur lesquels il serait utile de poursuivre étaient la branche de production nationale et les droits acquis, les situations justifiant le recours à des mesures de sauvegarde, et les liens entre mesures de sauvegarde et libéralisation progressive. Elle a invité le Groupe de travail à prendre note des observations formulées.

III. NÉGOCIATIONS SUR LES SUBVENTIONS (ARTICLE XV)

59. La Présidente a suggéré que les délégations portent leur attention sur la récente communication de la délégation de Hong Kong, Chine, reproduite dans le document JOB(04)/127, qui présentait des idées et propositions sur l'éventuelle voie à suivre pour faire avancer certains aspects tels que l'échange de renseignements, la définition des subventions ou les distorsions du commerce. Le Secrétariat avait établi, comme cela lui avait été demandé, une mise à jour des notes précédentes sur les limitations indiquées dans les listes des Membres et concernant les subventions qu'elle avait distribuée sous la cote S/WPGR/W/13/Add.2. Cette note, qui couvrait la période de juin 2000 à maintenant, était brève et suffisamment explicite. À la suite d'une question posée par des délégations à la réunion précédente, elle indiquait qu'aucune définition des subventions ne se trouvait dans les listes. Les délégations voudraient peut-être aussi commenter les points évoqués dans les communications antérieures du Taipei chinois sur la définition des subventions et du Chili sur la liste des programmes de subventions, ou peut-être souhaiteraient-elles poursuivre le débat engagé précédemment sur les subventions à l'exportation.

60. Le représentant de Hong Kong, Chine estimait que les négociations sur les subventions s'étaient accélérées au cours de l'année écoulée, et il s'est félicité des contributions de plusieurs délégations. La communication de sa délégation était destinée à contribuer à ce processus. L'intervenant ne souhaitait pas engager un débat de procédure, les négociations devaient avancer principalement sous l'impulsion des contributions des Membres. Les discussions sur les subventions avaient porté jusque-là sur quatre aspects principaux. Le premier était l'échange de renseignements prescrit à l'article XV. Le deuxième était les renseignements sur les subventions provenant d'autres sources, complétant l'échange de renseignements. Le troisième était le débat sur la définition des subventions, répondant en partie à certaines délégations qui étaient d'avis que l'absence de définition aurait pu faire obstacle à l'échange de renseignements et à la poursuite des discussions sur l'élaboration des disciplines éventuellement nécessaires. Le quatrième, introduit plus récemment par une contribution du Chili, concernait les effets de distorsion qu'ont les subventions sur le commerce. En ce qui concernait l'échange de renseignements, l'intervenant a noté que l'article XV:1 prévoyait que tous les Membres devaient échanger des renseignements au sujet de toutes les subventions en rapport avec le commerce des services qu'ils accordent à leurs fournisseurs de services nationaux. Ce mandat était suffisamment clair. Jusque-là, quatre Membres seulement avaient fourni de tels renseignements, malgré les efforts déployés par diverses délégations pour faciliter l'échange de renseignements par l'élaboration d'un questionnaire révisé, l'utilisation d'autres définitions des subventions ou la fourniture progressive de renseignements partiels. Le manque d'engagement dans l'échange de renseignements était préoccupant non seulement parce que cela revenait à ne pas s'acquitter d'un mandat, mais aussi parce que cela perpétuait le manque de transparence existant. Les délégations qui n'avaient pas encore communiqué de renseignements pouvaient donner une indication du délai dans lequel elles comptaient faire cette contribution. L'intervenant suggérait aussi que les Membres expliquent les difficultés auxquelles ils se heurtaient afin que l'on essaie d'y remédier. Les Membres qui avaient inscrit des limitations concernant les subventions dans leur liste pouvaient expliquer quels étaient les programmes de subventions auxquels ces limitations s'appliquaient. En tout état de cause, des renseignements sur les subventions devaient pouvoir être aisément obtenus sur demande auprès des points d'information conformément à l'article III. Les Membres dont l'examen des politiques commerciales mentionnait des subventions recensées par le Secrétariat dans le document S/WPGR/W/25 et ses addenda pouvaient donner des renseignements sur ces programmes. L'intervenant a souligné que, si l'échange de renseignements restait infructueux, il serait nécessaire de demander à la Présidente de signaler cet échec dans son rapport à la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services afin d'obtenir de nouvelles instructions sur la marche à suivre.

61. En ce qui concernait d'autres sources d'information sur les subventions, l'intervenant espérait que la Présidente continuerait de rendre compte de l'état des travaux menés par la CNUCED, et que le Secrétariat pourrait tenir le Groupe de travail informé de toute autre source concernant les subventions dans les services. Les Membres pouvaient aussi attirer l'attention du Groupe de travail sur toute information pertinente. En ce qui concernait la définition des subventions, les contributions des Membres avaient fourni une bonne base pour la suite des discussions. Afin de faire avancer les choses, les Membres qui avaient inscrit des limitations concernant les subventions dans leur liste pouvaient faire part des définitions qu'ils avaient utilisées ou de la portée de ces limitations. Les Membres qui étaient parties à des accords d'intégration économique contenant des dispositions sur les subventions accordées dans les secteurs de services et recensées dans le document S/WPGR/W/46, pouvaient aussi indiquer les définitions employées à ces fins. Si les définitions employées dans les listes ou les accords d'intégration économique n'étaient pas jugées pertinentes dans le contexte des négociations prévues à l'article XV, les délégations pouvaient expliquer pourquoi. L'intervenant a aussi suggéré que le Secrétariat compile, sur la base des contributions et des discussions tenues précédemment, une note de synthèse sur les questions à prendre en considération pour établir une définition des subventions. Pour ce qui était des distorsions du commerce, les Membres qui accordaient des subventions mentionnées dans les rapports sur les politiques commerciales et ceux qui étaient parties à des accords d'intégration économique contenant des disciplines sur les subventions dans les secteurs de services pouvaient faire connaître leur avis sur la question de savoir si ces

subventions faussaient le commerce, sur les raisons pour lesquelles ils avaient tenu à inclure ces disciplines dans les accords d'intégration économique, et sur la manière de rendre ces disciplines opérationnelles. En donnant des renseignements dans le cadre de l'échange de renseignements, les délégations pourraient faire des observations sur les éventuels effets de distorsion du commerce et sur la nécessité des disciplines. Dans ce contexte, les Membres pourraient peut-être donner des informations sur les objectifs des politiques dans lesquelles s'inscrivaient les programmes de subventions et indiquer si ces objectifs empiétaient sur l'aspect des effets de distorsion. L'intervenant a aussi invité les Membres qui avaient soulevé des questions relatives aux subventions dans leurs propositions de négociation destinées aux Sessions extraordinaires du Conseil du commerce des services à développer ces points et à indiquer si et comment les négociations visées à l'article XV pouvaient être pertinentes. Les délégations pourraient peut-être aussi faire des commentaires sur les subventions qui jouaient un rôle particulier dans les programmes de développement des pays en développement.

62. À titre préliminaire, le représentant des Communautés européennes a tenu à préciser quelques points. L'article XV:1 prévoyait une obligation de procéder à un échange de renseignements, il était d'accord sur ce point, mais, comme cela avait été indiqué précédemment, il ne pensait pas qu'un échange de renseignements équivale à notifier toutes les subventions. Il ne convenait pas de commencer par un exercice général de notification. Concernant les suggestions formulées dans le document JOB(04)/127, il a noté que le questionnaire n'avait pas trouvé un écho très favorable, pas même auprès de ceux qui l'avaient proposé. La mention, au paragraphe 12 de la communication de Hong Kong, Chine, des renseignements donnés par les Communautés européennes sur leur régime d'aides d'État devait être considérée comme relevant de l'échange de renseignements et non des autres sources d'information. Par une communication des Communautés européennes distribuée sous le numéro de job 4302, du 6 juillet 2000, la délégation s'était acquittée de son obligation en matière d'échange de renseignements avec les autres Membres de l'OMC. Si l'ambiguïté entre notification et échange de renseignements pouvait être dissipée, de nombreux autres Membres pourraient faire des contributions similaires. L'intervenant notait qu'il était suggéré, au paragraphe 9 du document JOB(04)/127, que le Président du Groupe de travail des règles de l'AGCS soumette la question au Conseil du commerce des services réuni en Session extraordinaire. Il n'était pas convaincu que ce soit la façon de procéder la plus appropriée, puisque cette question relevait de la mise en œuvre plutôt que des négociations. Il serait plus approprié de rendre compte de cette question à la session ordinaire du Conseil du commerce des services. Au sujet de la définition des subventions, il pensait très probable que les Membres ayant inscrit des limitations relatives à des subventions dans leur liste donneraient la définition la plus large possible de ces limitations. Pour des raisons évidentes, personne ne voudrait créer de problèmes quant à l'interprétation de sa liste. Il n'était pas sûr que les suggestions ayant trait aux définitions des subventions dans les accords d'intégration économique soient forcément très utiles, du moins pour ce qui concernait l'Union européenne, puisque les accords concernés prévoyaient une intégration maximale et une libéralisation totale. En pareil cas, on avait eu recours à la notion d'aides d'État, comme l'indiquait la communication précédente des CE sur le régime communautaire. Enfin, au sujet des distorsions sur le commerce, l'intervenant estimait que le point essentiel qui n'était pas abordé dans la communication était de savoir si les Membres qui détectaient des distorsions provoquées par des subventions ou qui proposaient des disciplines pertinentes avaient eu recours aux dispositions de l'article XV:2 sur les consultations, indiquant par là qu'ils se considéraient comme affectés négativement par la subvention d'un autre Membre. Il aimerait connaître l'issue de ces consultations, le cas échéant, et pensait que les renseignements à ce sujet pourraient contribuer à faire avancer concrètement et utilement les discussions.

63. La représentante des États-Unis a prévenu les Membres qu'en l'absence d'une définition commune de ce qui constituait une subvention, ils risquaient de gaspiller leur temps et leurs ressources pour établir des listes de subventions qui pourraient en fin de compte n'être pas considérées comme des subventions. Les listes de subventions présentées par les Membres pourraient montrer de grandes disparités, certains Membres indiquant un nombre de subventions sensiblement inférieur à

celles d'autres Membres. Le fait qu'un Membre ait indiqué un nombre inférieur de subventions pouvait simplement résulter du fait qu'il définissait les subventions dans un sens plus étroit. Les ressources pourraient être employées plus utilement à effectuer des études permettant d'évaluer si la probabilité d'un subventionnement était plus forte dans certains secteurs ou si certains types de subventions présentaient plus d'importance pour le commerce que d'autres. Des contributions de ce genre pourraient servir à réduire l'étendue des questions à aborder, et ainsi à centrer les discussions. En outre, la délégation des États-Unis n'était pas d'accord avec l'interprétation donnée par Hong Kong, Chine, de l'article XV:1 en ce qui concernait l'échange de renseignements. L'obligation était nuancée par les termes "aux fins de ces négociations". De plus, il n'était pas exigé que les renseignements soient donnés avant les négociations. Cela n'avait aucun sens que les Membres donnent des renseignements s'ils ne s'entendaient pas sur ce qui constituerait une subvention pertinente. Par conséquent, il n'y avait aucune obligation de se lancer dans un échange de renseignements exhaustif tel que le décrivait la délégation de Hong Kong, Chine.

64. À propos de la note du Secrétariat, l'intervenante tenait à souligner que les réserves inscrites semblaient s'appliquer soit à tous les secteurs, soit aux secteurs dans lesquels il était courant que les pouvoirs publics aient une participation directe ou indirecte pour des raisons de protection sociale, comme le secteur de la santé ou celui de l'éducation. De plus, les Membres n'avaient pas précisé s'ils maintenaient des subventions, mais avaient plutôt cherché à faire en sorte que les engagements ne couvrent pas les subventions, lorsqu'il en existait. Cela pouvait laisser penser que les Membres n'étaient pas sûrs du type de mesures susceptibles de constituer des subventions dans les services. S'il n'était effectivement accordé aucune subvention, elle se demandait aussi si une inscription dans la colonne de l'accès aux marchés ou celle du traitement national serait considérée comme constituant une restriction. Lors de consultations nationales, sa délégation avait constaté que les milieux de l'éducation étaient dans l'incertitude sur le point de savoir si des bourses de recherche ou des bourses d'étude étaient des subventions. Puisqu'il existait dans tous les pays un certain soutien des pouvoirs publics à l'éducation, la santé ou aux transports publics urbains, il n'était peut-être pas judicieux d'inclure certaines mesures de protection sociale dans des discussions sur les subventions se rapportant au commerce.

65. Le représentant du Mexique a dit que ses autorités poursuivaient l'examen de la communication de Hong Kong, Chine. À son avis, la transparence et l'échange de renseignements étaient des éléments essentiels de ces négociations. Toutefois, ils n'en étaient pas des conditions préalables. Les discussions sur les divers aspects de ces négociations devraient se poursuivre indépendamment des renseignements recueillis. Ces renseignements, ainsi que ceux qui pouvaient évidemment être fournis par le Secrétariat ou des organisations ayant le statut d'observateur pouvaient être très utiles mais, comme l'avait signalé la délégation des États-Unis, il fallait, pour avancer, que les Membres présentent sensiblement plus d'analyses.

66. La représentante de la Suisse a observé, sur la base du document S/WPGR/W/13 et ses addenda, que plus de 35 Membres avaient inscrit des limitations concernant les subventions. L'absence d'une définition commune des subventions ne semblait pas poser de problèmes pour l'inscription dans les listes et la mise en œuvre de ces limitations. Il ne faudrait pas le perdre de vue dans les travaux futurs. L'intervenante a, par ailleurs, déclaré soutenir la communication de la délégation de Hong Kong, Chine, et estimé que l'invitation qui était faite aux Membres, au paragraphe 3, de présenter des propositions concrètes était d'une importance capitale. Concernant l'échange de renseignements, elle souscrivait à l'idée, suggérée au paragraphe 7 a), de fixer un calendrier indicatif pour la communication des renseignements. La délégation suisse estimait que le mandat comportait clairement l'obligation de procéder à un échange de renseignements concernant toutes les subventions relatives au commerce des services. Fixer un calendrier concret semblait être le moyen le plus approprié de progresser, et l'intervenante invitait les délégations à s'acquitter de l'obligation d'échanger des renseignements avant la seconde série de réunions de l'année suivante. Elle suggérait que la Présidente note officiellement que l'échange de renseignements devait être

réalisé avant l'échéance proposée. Les travaux de fond concernant ces négociations pourraient se dérouler en même temps que l'échange de renseignements.

67. L'intervenante a rappelé que les subventions à l'exportation étaient celles qui avaient les effets les plus nuisibles, leur but était toujours d'affecter le commerce et elles faussaient la concurrence sur les marchés tiers. Quel serait l'intérêt d'obtenir des engagements d'accès aux marchés dans des secteurs où la concurrence était faussée par des opérateurs de pays tiers subventionnés par les pouvoirs publics de leur pays? De telles pratiques pouvaient créer des problèmes pour tous les Membres. En outre, il n'y avait aucune obligation d'inscrire des subventions à l'exportation si elles étaient octroyées sur la base du traitement national. Il fallait manifestement agir à cet égard. En ce qui concernait la définition, l'intervenante pensait que les subventions à l'exportation dans les services pouvaient, en termes généraux, être décrites comme étant des mesures de soutien accordées par un Membre à un fournisseur de services pour la fourniture d'un service sur le territoire d'un autre Membre, ou en relation directe avec la fourniture de ce service. L'Accord SMC définissait les subventions à l'exportation comme des subventions subordonnées aux résultats à l'exportation, et l'annexe I dudit accord donnait une liste exemplative de ces subventions. De l'avis de l'intervenante, il serait utile d'examiner si l'on pouvait aussi utiliser un concept similaire dans le contexte des services.

68. La représentante du Taipei chinois s'est félicitée de la contribution de la délégation de Hong Kong, Chine. Elle trouvait intéressante l'idée de fixer un calendrier selon lequel les Membres fourniraient les renseignements pertinents. Toutefois, ces renseignements devaient aider le Groupe de travail à évaluer les questions concernant l'élaboration de disciplines sur les subventions, et non être utilisés à l'avenir pour des négociations ou des différends, puisque l'on n'avait pas établi de disciplines dans le cadre de l'article XV. En ce qui concernait la communication précédente de sa délégation, elle tenait à souligner qu'elle visait à mesurer, à l'aide d'exemples concrets, jusqu'à quel point l'Accord SMC constituait une base appropriée pour élaborer une définition fonctionnelle d'une subvention dans le domaine des services. On devait inévitablement aborder la question des définitions si l'on voulait élaborer des disciplines, mais ce n'était pas forcément la première priorité. La question des définitions et celle des distorsions du commerce pouvaient se discuter en parallèle, puisqu'il s'agissait de concepts séparés, quoique reliés. Il n'y avait aucune raison particulière de les lier aux fins de l'analyse dans le cadre des négociations. En ce qui concernait l'intervention de la Suisse, la représentante pensait que les subventions à l'exportation pouvaient être une question prioritaire. Revenant à l'examen, à la réunion précédente, du premier exemple figurant dans la communication du Chili, en particulier de la question de savoir qui seraient les bénéficiaires du programme, elle a fait observer que les sociétés concernées devaient avoir des services exportables ayant une teneur locale d'au moins 50 pour cent, et elle pensait que cela conférait un avantage aux services nationaux par rapport à ceux fournis par l'étranger. Cela entraînerait une concurrence déloyale sur les marchés tiers. Les subventions à l'exportation en général avaient des effets de distorsion sur le commerce, surtout pour le mode 1, dans lequel la situation était analogue à celle du commerce des marchandises. Il était cependant difficile de voir comment la condition prévue par le programme voulant que le service exporté ait une teneur nationale de 50 pour cent pourrait être remplie dans les modes 3 et 4.

69. La représentante de la Thaïlande considérait les subventions comme un domaine important de l'établissement de règles. Elle espérait qu'une définition pourrait être trouvée et que l'on pourrait déterminer jusqu'à quel point des subventions existaient dans les secteurs de services et faussaient le commerce. Les questions de définition et de distorsion du commerce pouvaient être examinées séparément. Indépendamment de leurs objectifs de politique nationale, les subventions modifiaient les conditions de concurrence et interféraient avec les signaux des prix. Néanmoins, l'intervenante reconnaissait que leurs effets dépendaient de la forme de la subvention, de la structure du marché, des conditions d'admissibilité et de leur interaction avec les autres mesures. Abordant ensuite la note du Secrétariat, l'intervenante a estimé que les inscriptions dans les listes relatives aux subventions, si elles ne donnaient guère de renseignements sur la définition, révélaient certaines intentions des politiques sous-jacentes. Dans le mode 3, par exemple, seules les sociétés présentes sur le territoire

pouvaient recevoir des subventions. Dans le mode 4, seuls les citoyens et les résidents y étaient admis. Les choses étaient moins claires pour les modes 1 et 2. Les inscriptions faisaient aussi ressortir les secteurs ou domaines plus problématiques pour certains Membres, tels que le secteur de recherche et développement, le secteur audiovisuel, ou l'éducation. L'examen de ces secteurs pourrait être un bon point de départ.

70. La représentante du Chili espérait que la liste des suggestions figurant dans la communication de Hong Kong, Chine pourrait inciter les Membres à donner des renseignements sur leurs subventions. Sa délégation espérait le faire à la réunion suivante. Il s'agissait d'un échange de renseignements, et non d'un devoir de notification. Cela permettrait de recenser les subventions pour ensuite les analyser afin d'évaluer leurs effets de distorsion sur le commerce. Au bout du compte, le Groupe de travail parviendrait peut-être à élaborer des disciplines. D'un autre côté, une analyse plus poussée pourrait aussi permettre de mettre en évidence les programmes répondant à certains objectifs des politiques des pouvoirs publics. Pour une telle analyse, il fallait davantage de renseignements. Comme la Suisse, l'intervenante estimait que fixer un calendrier pour l'échange de renseignements était un moyen pratique de faire avancer les choses. Elle pensait aussi qu'il serait utile de savoir où en étaient les travaux menés par la CNUCED et d'être informé des autres sources pertinentes d'information. Elle demandait aux Membres de présenter des communications sur des sujets spécifiques, en particulier la définition et la distorsion du commerce. Elle espérait approfondir le débat sur les premiers exemples figurant dans la communication de sa délégation à la réunion suivante.

71. À propos de la communication de la délégation de Hong Kong, Chine, le représentant de l'Australie jugeait particulièrement utile la suggestion visant à mieux cibler les travaux sur les questions de définition et de distorsion du commerce. Sa délégation considérait qu'il fallait donner la priorité à la définition des subventions. Sinon, le dilemme cause-effet s'éterniserait et compliquerait l'échange de renseignements. Une définition commune permettrait aux Membres d'échanger des renseignements de bonne foi sans être tenus d'évaluer subjectivement quelles subventions créaient des distorsions du commerce. L'intervenant se demandait si la communication de Hong Kong, Chine, ne mettait pas trop l'accent sur le concept de distorsion du commerce au détriment de la nécessité d'une définition.

72. La représentante de la République de Corée a fait part de son soutien concernant l'ensemble des propositions contenues dans le document JOB(04)/127 relatives à l'échange de renseignements, et voulait être tenue au courant de l'état des travaux de la CNUCED sur les subventions. Elle a rappelé qu'à son avis, la définition des subventions figurant dans l'Accord SMC pouvait être utilisée telle quelle. Aucune objection spécifique ne s'était élevée. Étant donné qu'il avait été suggéré que la définition de l'Accord SMC serve de guide pour l'échange de renseignements, les délégations qui souhaitaient utiliser une définition différente pouvaient s'en expliquer. Au sujet des subventions à l'exportation, elle était favorable à l'idée d'examiner attentivement la liste exemplative de subventions à l'exportation qui se trouvait à l'Annexe 1 de l'Accord SMC pour voir comment cela pourrait être appliqué aux services. En ce qui concernait le débat qui avait eu lieu à la réunion précédente sur la question de l'avantage conféré, elle ne pensait pas que l'on puisse faire une distinction modale en octroyant une subvention. Le bénéficiaire était la société qui fournissait les services, qu'elle ait décidé d'exporter des services selon les modes 1, 2, 3 ou 4. À cet égard, dans le cas du soutien des pouvoirs publics aux groupements professionnels, qui faisait partie du premier exemple du Chili, ces organismes pouvaient ne pas relever de la définition des bénéficiaires directs parce que ce n'étaient pas des fournisseurs de service à proprement parler. Ils aidaient plutôt leurs membres par des activités de commercialisation ou des expositions, qui n'étaient pas directement liées aux résultats à l'exportation. Ces formes de soutien indirect n'étaient pas incluses dans la liste exemplative de l'Accord SMC. En ce qui concernait les effets de distorsion sur le commerce, l'intervenante remarquait que, dans le cas du mode 3, la subvention visait à aider la société à aller à l'étranger pour établir des filiales. Les subventions utilisées pouvaient inclure des garanties d'assurance pour les

investissements à l'étranger, ou des réductions de l'impôt sur les revenus ou sur les sociétés pour les envois de fonds résultant de ces investissements. En même temps, la société pouvait bénéficier d'incitations à l'investissement offertes par le pays d'accueil. En pareil cas, comment pouvait-on déterminer les effets de distorsion sur le commerce? La situation était similaire dans le mode 4. Certes, le soutien des pouvoirs publics aux exportations dans le cadre du mode 4 relèverait des subventions à l'exportation, mais des subventions pouvaient être accordées aux travailleurs pour des raisons de politique sociale, afin de pallier des problèmes d'emploi. Par ailleurs, puisque les Membres avaient inscrit dans leurs listes des instruments tels que les examens des besoins économiques et les études du marché de l'emploi, il paraissait difficile d'évaluer les effets de distorsion sur le commerce. En ce qui concernait les définitions des subventions pour les services que l'on trouvait dans les listes ou les accords d'intégration économique, l'intervenante ne pensait pas que sa délégation avait envisagé des définitions spécifiques. Il y avait donc amplement matière à discussion en ce qui concernait les définitions à utiliser à l'avenir.

73. La représentante des États-Unis a ajouté que la définition figurant dans l'Accord SMC semblait être un point de départ approprié à des fins de comparaison. Le représentant de Singapour a dit qu'il reviendrait plus tard sur la communication de Hong Kong, Chine. Un point important avait été souligné dans des interventions précédentes et concernait le rôle que les subventions jouaient par rapport aux objectifs légitimes des politiques des pouvoirs publics. La question était déjà évoquée au paragraphe 1 de l'article XV, qui spécifiait que les négociations devaient reconnaître le rôle des subventions en rapport avec les programmes de développement des pays en développement et tenir compte des besoins des Membres, particulièrement des pays en développement Membres, en matière de flexibilité dans ce domaine. En ce qui concernait les subventions à l'exportation, l'intervenant a rappelé qu'un certain nombre de commentateurs avaient dit que l'AGCS pourrait ne pas nécessairement s'appliquer aux mesures liées à l'exportation. Il ne savait toujours pas avec certitude si, et comment, les subventions à l'exportation relevaient du mandat de négociation prévu à l'article XV. Enfin, comme l'Australie, il soulignait qu'il importait de mettre l'accent sur la définition des subventions en utilisant, comme le suggéraient les États-Unis, l'Accord SMC comme un point de départ possible.

74. La représentante d'El Salvador s'est dite préoccupée par les paragraphes 7 f), 10 a) et 18 a) de la communication de la délégation de Hong Kong, Chine. Étant donné qu'il n'existait aucune définition commune des subventions, sa délégation émettait des réserves en ce qui concernait les renseignements contenus dans la note du Secrétariat distribuée sous la cote S/WPGR/W/25 et ses addenda. Par conséquent, elle ne pensait pas qu'il soit encore approprié d'essayer de clarifier davantage son contenu. Le représentant du Guatemala partageait les préoccupations de Hong Kong, Chine, au sujet de la non-exécution de l'échange de renseignements. Le manque de clarté des subventions et leurs effets étaient source d'incertitude, ce qui pouvait même retentir sur l'inscription d'engagements. L'intervenant estimait qu'il serait utile d'être informé des résultats de l'étude sur les subventions pour les services réalisée par la CNUCED, et il espérait que cette étude pourrait être présentée au Groupe de travail.

75. Au sujet de la note du Secrétariat portant la cote S/WPGR/W/13/Add.2, la représentante de la Chine a demandé des éclaircissements sur l'affirmation, au paragraphe 2, selon laquelle des subventions discriminatoires pouvaient aussi être accordées dans des situations où aucun engagement n'avait été pris. Elle se demandait si cela signifiait que certaines subventions étaient accordées à des fournisseurs de services nationaux même si elles n'étaient pas inscrites dans les listes des Membres. Au sujet de la communication de la délégation de Hong Kong, Chine, elle tenait en particulier à faire écho à la proposition énoncée aux paragraphes 13 a) et 13 b) concernant l'étude de la CNUCED et la communication par le Secrétariat d'autres sources de renseignements. Un représentant du Secrétariat a précisé que l'inscription dans les listes de limitations du traitement national était destinée à couvrir les effets discriminatoires des subventions dans les situations où des engagements de traitement

national avaient été pris. Dans les secteurs ou sous-secteurs où de tels engagements n'avaient pas été pris, il n'était pas nécessaire d'inscrire ces mesures.

76. Le représentant de Hong Kong, Chine a tenu à réagir aux points de vues exprimés. Il considérait très utile la suggestion de la délégation suisse tendant à ce que soit élaboré un calendrier pour l'échange de renseignements, car cela pourrait aider les autorités à planifier la suite. Au sujet de la définition des subventions, les suggestions présentées dans la communication de sa délégation visaient à éviter le dilemme cause-effet. Comme la délégation australienne, il reconnaissait qu'il serait important d'avancer sur le point de la définition des subventions, mais pensait qu'il fallait faire progresser en parallèle les diverses questions à examiner sous ce point de l'ordre du jour. Le débat sur la définition ou sur les distorsions du commerce ne devrait pas être subordonné à l'échange de renseignements, ni l'inverse. Pour que l'on puisse prendre appui sur ce qui avait été fait jusque-là, il avait demandé au Secrétariat d'établir une note de synthèse sur la question de la définition. Pour répondre à une observation de la délégation de Singapour, il pensait que les subventions à l'exportation relevaient clairement de l'AGCS et du mandat énoncé à l'article XV. Premièrement, l'article XV disait que les Membres devaient engager des négociations en vue d'élaborer les disciplines multilatérales nécessaires pour éviter les effets de distorsion des subventions sur le commerce. Dans la mesure où les subventions à l'exportation pouvaient avoir de tels effets, ceux-ci devaient être pris en considération dans les négociations. Deuxièmement, rien dans l'article I:1 de l'AGCS ne restreignait le sens des mesures affectant le commerce des services aux seules mesures affectant les importations.

77. L'intervenant poursuivait sa réflexion sur les observations de la délégation des Communautés européennes et ferait de plus amples commentaires lors d'une réunion ultérieure. Il n'était pas d'accord sur l'argument voulant que les questions relatives à l'échange de renseignements relèvent plutôt de la Session ordinaire du Conseil du commerce des services que de sa Session extraordinaire. Les négociations au titre de l'article XV faisaient partie des négociations sur les services supervisées par la Session extraordinaire. Elles comprenaient l'échange de renseignements, comme en témoignait le fait que ledit article spécifiait que l'échange de renseignements était aux fins des négociations. Au sujet des observations concernant le paragraphe 2 de l'article XV, l'intervenant indiquait qu'il trouverait, lui aussi, souhaitable qu'une délégation veuille faire part de son expérience à cet égard. Se référant à un débat antérieur sur la portée du mandat contenu à l'article XIII, il a préconisé de s'abstenir de prêter trop d'intentions à l'article XV:2 lorsque l'on engageait des négociations conformément à l'article XV:1. Pour en venir aux observations formulées par la délégation des États-Unis, l'intervenant a noté qu'il avait encouragé les délégations à présenter des propositions concrètes et qu'il ne pensait pas que leur examen doive être subordonné à l'échange de renseignements. Il prenait note des difficultés sur lesquelles achoppait l'échange de renseignements, mais espérait que la délégation américaine pourrait donner davantage de précisions sur ce qu'il convenait, à son avis, de faire au sujet de la dernière phrase du paragraphe 1 de l'article XV. Concernant les observations sur la nécessité de reconnaître le rôle des subventions par rapport aux objectifs des politiques des pouvoirs publics, l'intervenant a dit qu'il conviendrait de tenir compte de cet aspect dans toute discussion ultérieure sur les effets de distorsion sur le commerce. Sa délégation avait l'intention de faire part de plus amples réflexions sur cette question.

78. Le représentant du Canada a dit que les propositions et suggestions évoquées ce jour-là seraient examinées attentivement par ses autorités. En conséquence, il ne tenait pas à exprimer de points de vue définitifs à ce stade. Au besoin, une réunion informelle pouvait avoir lieu avant la réunion officielle suivante pour discuter de la marche à suivre. La représentante des États-Unis a indiqué qu'elle ne partageait pas l'interprétation de la délégation de Hong Kong, Chine, concernant le rapport entre les négociations au sein de ce Groupe de travail et celles qui se déroulaient dans le cadre de l'article XIX. Il s'agissait de négociations parallèles régies par des mandats différents. Elle ne pouvait s'associer à la proposition concernant la fixation d'un calendrier pour l'échange de renseignements, car cela reviendrait en fait à modifier l'article XV:1.

79. Le représentant des Communautés européennes a tenu à réagir à cette dernière intervention de la délégation de Hong Kong, Chine. Il ne voyait aucun rapport entre les arguments avancés sur l'interprétation des différents mandats. Il avait, en revanche observé qu'un certain nombre de propositions avaient été présentées sur la notion de distorsion du commerce. Le meilleur moyen de rassembler des renseignements sur ce point semblait être de demander aux Membres qui s'étaient heurtés à des problèmes dus à des subventions accordées par d'autres Membres de faire part au Groupe de travail de leur expérience dans le cadre de l'article XV:2. Pour ce qui était de la suggestion relative au rapport du Président, l'intervenant notait que les négociations se déroulaient sous l'égide de la Session extraordinaire. Toutefois, le problème évoqué concernait la mise en œuvre d'une obligation qui était en vigueur depuis 1994, et non pas les négociations en cours. Les questions de mise en œuvre étaient traitées dans le cadre de la session ordinaire.

80. Pour résumer le débat, la Présidente a noté que de nombreuses suggestions de procédure et de fond avaient été présentées à la lumière de la communication informelle de la délégation de Hong Kong, Chine, y compris sur le calendrier et la suite des travaux du Secrétariat. Elle a instamment demandé aux délégations d'examiner attentivement ces suggestions en prévision de la réunion suivante. Au sujet de l'étude de la CNUCED, elle s'est engagée à faire savoir aux Membres quand le document serait disponible. Pour ce qui concernait l'échange de renseignements, on avait examiné des idées utiles suggérant une certaine souplesse quant à la forme à retenir; les délégations souhaiteraient peut-être épuiser d'abord les ressources existantes. La Présidente estimait aussi que les délégations qui avaient proposé le débat sur les subventions pourraient peut-être donner l'exemple, et a félicité la délégation chilienne d'avoir exprimé l'intention de présenter des renseignements à la réunion suivante. On pouvait espérer que d'autres feraient de même. Certaines délégations avaient demandé des propositions de négociation concrètes, et des points de vue divers s'étaient exprimés sur la nature de l'échange de renseignements. Une délégation, soutenue par d'autres, avait demandé un calendrier concret pour la présentation de renseignements, tandis que pour d'autres, la priorité devait plutôt être donnée à l'élaboration d'une définition. Un grand nombre de délégations préféreraient que les divers aspects se déroulent en tandem. Il semblait y avoir un accord général sur le fait que la définition des subventions contenue dans l'Accord SMC constituait un point de départ utile pour la suite des travaux sur ce point. La Présidente a proposé que le Groupe de travail prenne note des déclarations formulées.

IV. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

81. La Présidente a indiqué que le Groupe de travail tiendrait sa réunion formelle suivante lors de la prochaine série de réunions sur les services, dont la date exacte serait annoncée en temps utile.

V. AUTRES QUESTIONS

82. La représentante du Chili a tenu à attirer l'attention des délégations sur le fait que le Groupe de négociation sur les règles examinerait, le lendemain, une communication du Chili concernant l'article V de l'AGCS.
